

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 5 OCTOBRE 1978 - N° 762

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

SNCF, PTT...

Engageons la bataille tous ensemble

- Nouveau mot d'ordre de grève pour les roulants lundi prochain

VILLEMOMBLE

LES LYCEENS A L'OFFENSIVE



Le lycée de Noisy-le-Sec lors d'une précédente coordination

Lire en page 7

- Le personnel des gares en grève pour quatre jours

- Plusieurs mouvements de grève dans les PTT

Depuis une semaine, les cheminots sont dans l'action. Leur mobilisation est telle que les fédérations ont déposé un deuxième préavis pour les roulants. Dans les PTT, plusieurs mouvements sont en cours, en particulier dans les centres de tri. Dans le privé aussi, plusieurs boîtes sont en lutte, comme chez Azur, ou au Puy. Partout, au centre des préoccupations, l'emploi, les effectifs, et en ricochet, les conditions de travail. Partout, la même question se pose : ne pas partir seuls en lutte, rassembler le maximum de forces, pour gagner. Au contraire, les directions syndicales fractionnent au maximum, comme on le voit à la SNCF, où les divers secteurs se relaient, ou dans les PTT, où l'information circule mal. Cette tactique passe mal, car elle s'oppose à une volonté grandissante, de prendre réellement les moyens de gagner.

Lire en page 5 et 6

Exclusif

DES CHINOIS EXPULSÉS DE SAÏGON TEMOIGNENT

Lire en page 9

Combats extrêmement violents à Beyrouth

Tandis qu'au Liban, les combats atteignent une intensité jamais égalée, le gouvernement français a présenté un plan prévoyant la mise en place d'une force « d'intervention » définissant une position différente de celle adoptée par les USA qui prévoyait une réunion générale.

Lire en page 12

40^e Congrès CGT : un rapport d'activité peu « novateur »

Un « Congrès audacieux, novateur, et conquérant », telle est la devise du 40^e Congrès CGT en préparation. Et s'il est bien vrai que pour une fois, un débat existe jusque dans les sections, les textes préparatoires, eux, ne tiennent aucun compte des nombreuses critiques faites par les adhérents sur des points fondamentaux, en particulier sur les prises de position de la confédération pendant toute la campagne électorale. Ouverture, oui sans doute, mais pas une virgule de changée sur ce point capital !

Lire en page 5

Grogne au RPR

Une nouvelle « mise en garde solennelle » a été adressée au gouvernement par le RPR. Les tensions augmentent. Pourtant, la politique suivie par Chirac vis-à-vis du gouvernement ne semble pas réaliser l'unité dans les rangs des gaullistes : Ruffenacht, député RPR de Seine Maritime est intervenu à la réunion des parlementaires chiraquiens pour s'élever contre « les menaces du RPR qui le déconsidèrent puisqu'elles ne seront pas mises en application ». Il paraît qu'il a été très applaudi.

Lire en page 4

Souscription
pour le *Quotidien
du Peuple*

Il faut
25 millions
au 1^{er} novembre

Lire en page 2



Tribune de discussion pour le 3^e Congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l

La tribune de discussion pour le 3^e Congrès du PCR ml est ouverte aux organisations du Parti, à ses sympathisants et ses amis. Dans ce cadre, les nombreuses contributions qui sont attendues pourront être publiées selon l'ordre et l'intérêt de la discussion. Le

camarade Jacques Wandler, membre du Comité central et chargé par lui de cette tâche, répondra chaque fois que cela sera utile à ces contributions pour éclaircir le sens des modifications dans le projet et éventuellement, les développer.

Les travailleurs immigrés et l'unité de la classe ouvrière

«Les travailleurs immigrés font partie intégrante de la classe ouvrière et participent de ses luttes».

Oui, ils participent de ses luttes, car, faisant partie de ceux qui ont le plus à souffrir de la crise, ce sont aussi eux qui ces dernières années se sont battus avec le plus de fermeté contre leur exploitation. Bien sûr, ils n'étaient pas concernés par les échéances électorales, mais aussi, au fur et à mesure de la crise, de la répression qu'ils subissent tout particulièrement, et des luttes qu'ils mènent en France depuis longtemps (grève des OS en 71, circulaire Fontanet), les travailleurs immigrés se sentent de plus en plus partie prenante de la lutte de classe en France. Pendant toute la période d'attente due aux élections, ils ont amorcé de nombreuses luttes dans le bâtiment (secteur pourtant difficile)

et dans les usines comme à Roth. Le printemps des luttes les a vu plus récemment aux premiers rangs dans la combativité comme à Flins.

La lutte de Sonacotra a le mérite d'être un exemple à plus d'un titre pour les luttes à venir.

— Face à la répression de la direction Sonacotra et du gouvernement, les résidents des foyers Sonacotra se sont donné les moyens de coordonner leur lutte. Cette unité autour des revendications leur permet aujourd'hui de rassembler, outre les foyers Sonacotra, les foyers AFTAM, ADEF, AFRP, rue Fondary, Sandiata et maintenant des cités Logirep.

— Nous savons à quel point l'autonomie de nos luttes est indispensable pour lutter contre la crise. De ce point de vue, l'exemple de la lutte des résidents est à propager

lorsque les travailleurs nous interrogent sur les manœuvres des directions syndicales.

Cette autonomie indispensable vu les manœuvres des révisionnistes, ils l'ont rendue possible en se dotant d'un instrument de lutte, le Comité de Coordination, élu démocratiquement par tous les résidents des foyers en grève.

Généralement, une démocratie la plus large dans les foyers a permis une forte mobilisation des résidents à chaque mauvais coup de la direction Sonacotra.

— Au fil des années (4 ans de lutte, 35 000 travailleurs aujourd'hui en grève) le comité de coordination a construit un rapport de force qui lui permet de tenir. En organisant autour de chaque foyer des comités de soutien qui doivent ouvrir la lutte vers l'extérieur, en se saisissant

de chaque moment fort (répression, loi Stoléru, augmentation des loyers) pour populariser la lutte, faire que d'autres foyers les rejoignent, unifier les différentes nationalités présentes dans les foyers, il a permis que s'approfondisse l'unité autour des revendications.

— Aujourd'hui, avec la crise, le problème des loyers touche beaucoup plus largement la classe ouvrière dans son ensemble. Là aussi, cette lutte amène des perspectives intéressantes dans le secteur du logement, secteur qui a encore peu d'expérience.

— Enfin, l'organisation de la résistance contre la répression n'est pas un des moindres aspects positifs de la lutte contre la direction Sonacotra. Si les 17 des 18 expulsés sont aujourd'hui de retour, c'est principalement parce que s'est renforcée l'unité des

résidents grâce au comité de coordination ce qui a permis la riposte par de nombreux mouvements de masse à chaque cas de répression.

«Les travailleurs immigrés font partie intégrante de la classe ouvrière». Mais comment faire pour que l'unité de la classe ouvrière soit autre chose qu'un vœu pieu ? Avec la crise, tout ce qui pourrait sembler être spécifique à l'exploitation des travailleurs immigrés, est aujourd'hui rapporté à l'exploitation de la classe ouvrière toute entière.

La question de la lutte sur le front du logement est posée contre l'augmentation des loyers, pour l'arrêt des saisies et des expulsions.

Nos revendications continuent de plus en plus la discrimination dans le travail pour l'égalité des

droits (français - immigrés, hommes - femmes, jeunes ou non). Avec le développement des luttes, le problème de la riposte à la répression est à l'ordre du jour.

Dès maintenant, il faut débattre de ces questions, faire se confronter les différents points de vue ; populariser l'exemple des foyers Sonacotra c'est bien sûr élargir le soutien à cette lutte, mais c'est aussi clarifier le débat qui se mène chez les travailleurs, amener des perspectives nouvelles à d'autres secteurs combattifs. Oui, l'unification du vaste courant de contestation qui existe en France, la construction du Front de lutte contre la crise, voilà une étape importante vers l'unité des Français et des Immigrés.

J.P.M. St Ouen

SOUSCRIVEZ POUR LE QUOTIDIEN DU PEUPLE

25 MILLIONS AU 1^{er} NOVEMBRE

pour ne pas passer à huit pages

Un combat engagé, une date est fixée : si d'ici le 1^{er} novembre, nous n'avons pas rassemblé les 25 millions que nous nous sommes fixés, le *Quotidien du Peuple* devra passer à huit pages. Il n'est guère besoin de commentaires sur ce point : les choses sont claires. Nous avons pris une série de mesures pour parer au plus pressé. Par exemple, nous avons été contraints de réduire encore un budget pourtant déjà serré au maximum. Il nous a fallu faire des choix. Aujourd'hui, le problème que nous devons résoudre dans un premier temps n'est pas de mettre en œuvre les nouveaux projets que nous avons élaborés mais de maintenir les acquis. Telles sont les conséquences de la grave situation financière du *Quotidien du Peuple*.

Dans son numéro anniversaire en date du 30 septembre, notre journal titrait en éditorial : «Le *Quotidien du Peuple* en danger». Oui camarades et amis, notre journal est en danger ! Une offensive multiforme est en cours contre lui. Nous avons déjà parlé des difficultés multiples qu'il nous a fallu affronter depuis un an, des contraintes qu'ont fait peser sur nous les systèmes de télé-impression, l'augmentation des coûts de production, l'assujettissement à la TVA... Cette offensive d'ensemble de la bourgeoisie contre les jour-

naux à faible tirage en général et contre nous en particulier ne se relâche pas. D'autres que nous ont à y faire face ; certains n'y ont pas survécu.

Pourtant, si l'on examine la situation politique actuelle, les larges possibilités de développement des idées que nous défendons, on mesure l'intérêt, la nécessité de disposer d'un journal quotidien doté de moyens adéquats. Avec les élections de Mars et la défaite de la gauche, la situation politique a profondément changé. L'absence de perspective de la part des partis de gauche et des états-majors syndicaux est totale. Pourtant, les travailleurs ont commencé à engager des luttes : dans la SNCF, dans la sidérurgie, dans certains centres de tri postaux ; au Puy, ils décident de passer outre à l'attentisme confédéral. Dans de nombreuses usines, des mouvements de grève spontanés éclatent. Les directions syndicales, tous freins serrés, ne parviennent pas à étouffer la volonté de lutte des travailleurs. Sans parler encore de vague de luttes à l'exemple de celle du printemps, les signes sont là qui ne trompent pas : la résistance à l'austérité s'amplifie.

Alors, posons la question : Est-ce dans cette situation que nous allons devoir réduire les moyens de notre journal ? Tous nos lecteurs le

savent bien ; nombre d'entre eux nous ont écrit pour nous le dire : *Le Quotidien du Peuple* dans les luttes est une arme irremplaçable. Or, voyons lucidement les choses : réduire la pagination, ce ne serait pas seulement un tiers de surface en moins pour rendre compte des luttes des travailleurs, de leurs idées, des débats qui se déroulent dans la classe ouvrière. Ce serait évidemment en même temps, moins de journalistes sur le terrain, moins de possibilités d'enquêtes, de reportages.

Nous avons tendu toutes les énergies au niveau de l'équipe de rédaction. Tous les camarades ici sont mobilisés pour faire face au danger. Mais, en définitive, c'est de nos lecteurs que dépend l'avenir du journal. Ensemble, camarades et amis, nous avons déjà mené des batailles, nous avons fait du *Quotidien du Peuple* ce qu'il est aujourd'hui. Pour ce nouveau combat, les choses ne sont pas gagnées : des échéances peuvent être retardées, d'autres sont impératives. Tous nos lecteurs auront à cœur de ne pas laisser la bourgeoisie réussir ses mauvais coups contre leur journal. De l'ampleur et de la rapidité de la riposte, dépend l'avenir du *Quotidien du Peuple*.

Il faut que chacun en soit persuadé.

A propos du candidat pour 1981



Des sourires crispés...

POURSUITE INTENSIVE DE LA POLÉMIQUE AU SEIN DU PS

Il ne se passe plus de jour qui n'apporte de la part d'un dirigeant du PS une déclaration alimentant la polémique qui traverse la social-démocratie. C'est Pierre Mauroy, le maire de Lille qui accordait mardi une interview au journal *La Croix*. C'était dimanche dernier Rocard qui s'exprimait à la fête de la rose de Besançon, c'était encore lui qui accordait, dans le numéro du *Nouvel Observateur* sorti la veille une

La «nouveau» si l'on ose dire, est avant tout constituée par l'interview de Mauroy à *La Croix*. Il semblait que le second responsable du PS avait choisi de se tenir dans l'ombre en attendant que la lutte opposant Rocard à Mitterrand ait suscité suffisamment de lassitude chez les militants pour qu'il apparaisse alors sinon comme l'homme de synthèse, au moins comme celui qui est le plus susceptible de préserver l'unité du PS. Cette position lui semblait dictée par la défaite qu'il avait subie au dernier comité directeur du PS dans son affrontement avec Mitterrand sur la question du «réglement intérieur».

Or, Mauroy, dans l'interview en question, réaffirme comme il l'avait fait en juillet que «François Mitterrand est le mieux placé». Toutefois, dans une déclaration faite mardi matin, le député du Nord précisait que la marginalisation de Rocard, serait dommageable pour le PS.

POPEREN : N'IMPORTE QUI MAIS PAS ROCARD

Poperen lui, dans son bulletin, ne s'embarrasse pas de tant de précautions... Avec un certain goût du paradoxe, il n'hésite pas à écrire que l'interprétation de Rocard quant à l'échec de la gauche «innocenterait en grande partie le PC». C'est sans doute pour cela que comme le fait Mauroy, le député du Rhône, affirme : «à l'évidence, le vœu du très grand nombre de militants socialistes est que celui qui, aux yeux des travailleurs représente le

mieux l'union de la gauche, F. Mitterrand, soit le candidat du parti en 1981. S'il arrivait, ajoute-t-il, qu'il nous propose de ne pas être candidat, de toute façon, les partisans de la politique unitaire auraient, cela va de soi, leur candidat à la candidature». Comment dire plus nettement que selon ce courant, au reste assez peu influent, il n'est pas question une minute de laisser Rocard briguer la Présidence de la République au nom du PS. Afin de régler l'hypothèque, Poperen propose d'avancer le congrès du PS prévu statutairement pour le printemps prochain.

Proposition que Defferre devait évoquer en déclarant à *France Inter* : «Si le congrès du PS avait lieu dans les 15 jours, François Mitterrand serait confirmé à la tête du parti et le cas Rocard serait réglé».

Au centre de l'arène, Mitterrand qui ne cache pas ses ambitions présidentielles, se contente de répondre au micro de RTL cette fois, qu'«engager des disputes de personnes, des compétitions, des luttes sur une élection qui a lieu dans un peu moins de trois ans ne me paraît pas adéquat», précisant sa pensée, il devait affirmer qu'il ne voulait «engager aucune polémique avec ses amis politiques». Ce n'est certes pas sur Martinet que Mitterrand pourra compter pour réussir son entreprise. Celui-ci s'était déjà fait remarquer il y a quelques semaines par une série d'articles dans le journal qui lui est plus que proche, *Le Matin*. Il y affirmait que promettre les 35 heures sans diminution

de salaire était démagogique. Point de vue cher à Rocard. Il récidive dans *Le Monde* de mercredi disant : «Quel que soit le candidat socialiste pour 1981, il aura besoin d'avoir avec lui un parti fort et uni».

ROCARD ISOLÉ A LA DIRECTION MAIS A LA BASE ?

On le voit, le courant Rocard-Martinet fait unanimité contre lui des divers courants qui traversent le PS. Les sentiments d'hostilité de Chevènement sont également connus sur ce point. Toutefois, il ne faut pas sous-estimer la capacité de Rocard à gagner à ses conceptions les anciens adeptes de ces diverses tendances. Son langage quelquefois moins «archaïque» que celui de ses rivaux, ses mul-

tiples voyages dans les fédérations de province y compris dans la fédération du Nord, citadelle de la SFIO montre qu'il n'hésite pas à aller au charbon. Dernièrement, il proposait une promotion de permanents d'origine ouvrière dans l'appareil du PS, audace qui ne va pas bien loin cependant, puisqu'il plaide ainsi pour que les syndicalistes CFDT qu'il a amenés avec lui en 74 au PS, puissent mieux se faire entendre. N'empêche, plus d'un militant «de base» pourrait bien penser qu'il est le seul à le proposer. D'autant plus que la polémique sans fin du PCF contre le PS pourrait bien renforcer le courant de ceux qui, au sein du PS, sont les plus hostiles à une alliance étroite avec le parti de Marchais.

François MARCHADIER

DISCUSSION DE LA RÉFORME DES PRUD'HOMMES

L'Assemblée nationale discute actuellement de la réforme des tribunaux de prud'hommes, qui statuent sur les conflits opposant les salariés et les employeurs. Un vote sur le projet interviendra probablement jeudi soir.

Les propositions de changement faites par la commission des lois portent essentiellement sur les points suivants :

— L'âge pour être électeur serait ramené à 16 ans pour les salariés (et 18 ans pour les employeurs), et l'éligibilité à 21 ans (au lieu de 25 actuellement).

— Il est constitué un troisième collège pour les salariés. Il n'existe actuellement que deux collèges,

«ouvriers» et «employés» ; un collège «cadres» va être constitué.

— Les employeurs disposeront d'un nombre de voix proportionnel au nombre de salariés qu'ils emploient (avec un plafond de cent voix par employeur).

— Les absences autorisées pour les élus au titre de la formation sont portées de 18 jours à 6 semaines pour la durée du mandat (qui est de six ans).

— Les modalités d'élection des conseillers seraient modifiées. Le système actuel (scrutin de liste majoritaire) serait remplacé par l'élection à la proportionnelle à la règle du plus fort

● Vers un report des cantonales ?

Le sénat étudie actuellement la proposition de Caillavet de repousser les élections cantonales prévues pour mars 1979 à octobre 1979. La raison invoquée est la proximité des élections européennes, prévues deux mois après la date normale des cantonales.

● Encore des violences policières

Arrêté dans le cadre d'une enquête concernant les violeurs et le vol dont a été victime une vieille femme à Marseille, Pascal Torres, docker et père de 6 enfants portait, sur différentes parties du corps des traces de coups après avoir été interrogé par les policiers.

C'est le juge d'instruction qui a ordonné l'expertise médicale. La victime des violences policières affirme avoir été frappé à terre alors qu'il avait les menottes aux poignets. Le parquet du tribunal de grande instance de Marseille a ouvert une information contre X pour violence sur la personne de Pascal Torres. Faut-il ajouter que Torres est revenu, devant le juge d'instruction sur les soi-disant «aveux complets» qu'il avait faits à la police ? De plus, Torres dispose d'un alibi, ce n'est pas lui qui a agressé la vieille dame le 19 août.

● Harbulot reste en prison

Christian Harbulot, inculpé de tentative de meurtre sur un policier et soupçonné d'être mêlé à l'exécution de Tramoní, le meurtrier de Pierre Overney, restera en prison. Le juge d'instruction avait rendu une ordonnance de mise en liberté, mais le parquet a aussitôt fait appel. Harbulot restera incarcéré à Fleury-Mérogis jusqu'à la décision de la chambre d'Accusation, qui doit statuer à la fin du mois.

● Brochure raciste saisie

Une brochure anti-sémite vient d'être saisie à la demande du tribunal de Paris. Cette brochure, intitulée *Rabbi Slomon et la marée noire* raconte l'histoire d'un Rabin se livrant au rachat des commerçants, après le naufrage d'un pétrolier sur les côtes du Finistère. Cette brochure raciste et anti-sémite a été éditée — à 40 000 exemplaires — par la société Belle-France, de Bayonne.

● Paris : ventes sauvages de montres Lip

Plusieurs ventes sauvages de Lip ont lieu cette semaine à Paris, organisées par les «Librairies différentes», avec Fatima Demougeot. Mercredi : 2 rue Rambuteau, de 11 h à 16 h, jeudi, 1 rue des Fossés-Saint Jacques, de 14 h à 18 h, et vendredi à 20 h, à la Cartoucherie de Vincennes.

● A l'Agence Associated Press, Rocard a déclaré que les nombreux commentaires autour de sa petite phrase sur l'archaïsme politique «l'exaspéraient». Selon lui, la presse entend le rendre insupportable afin de rendre sa candidature impossible pour 1981.

La CGT et la CFDT sont défavorables à l'institution du collège cadres. Pour la

CGT, cela accroîtrait la «division de la représentation des salariés» ; pour la CFDT, «cette rupture de l'unité du collège des travailleurs entraîne des risques sérieux de voir certains élus cadres se tourner du côté du patronat». La CFDT rappelle que l'institution d'un collège cadres «résulte d'une promesse électorale du gouvernement à la CGC».

Il est enfin prévu qu'un décret gouvernemental pourra modifier les dispositions de vote (actuellement le dimanche). Les syndicats exigent que le vote ait lieu un jour de semaine, pendant le temps de travail.

ENCORE UNE «MISE EN GARDE» DU RPR

Mardi matin, rendant compte des travaux du conseil politique du RPR, Guéna a haussé le ton face au gouvernement, remettant sur le tapis sa menace de quitter la majorité. «Nous entendons, a-t-il notamment déclaré, mettre en garde solennellement et sans délai le gouvernement sur sa politique et sur son comportement à notre égard». Le RPR a donc demandé audience auprès du Premier ministre, dans le but de «poser un certain nombre de conditions» au maintien du RPR dans la majorité. Durant le conseil, Chirac avait critiqué la politique d'ouverture du gouvernement ; pour le chef du RPR «il fallait exploiter la victoire durement acquise grâce aux divisions de la gauche mais aussi principalement grâce à la campagne du RPR. Il ne fallait pas chercher à diluer cette victoire dans une espèce de décrispation qui a redonné une crédibilité à des hommes et à des partis battus».



Barre et Chirac : une querelle et ses limites

Ce n'est pas la première fois qu'une escarmouche oppose le RPR à ses alliés giscardiens. Cette fois, la «mise en garde» se veut véhémement et spectaculaire. Il s'agit pour le RPR de taper du poing sur la table pour exiger que ses avis soient davantage pris en compte. Depuis les élections, le mouvement gaulliste est tenu à l'écart des décisions du gouvernement : une série de désaccords l'en séparent sur la politique d'ouverture, sur la politique économique et sociale (le RPR prônant la relance) et sur la politique étrangère, particulièrement sur l'élargissement de l'Europe.

La grogne croissante du RPR a essentiellement pour but d'exiger que ses propres positions soient davantage prises en compte. Mais la menace d'une crise de régime n'est pas bien sérieuse : le RPR a annoncé et réaffirmé qu'il ne voterait pas la motion de censure des socialistes. Un renversement du gouvernement risquerait, en effet, d'avoir des conséquences néfastes pour lui : Giscard a rappelé récemment, et comme incidemment, qu'il disposait du droit de dissolution. Un retour des députés devant les urnes serait probablement défavorable au RPR, si l'on se fie aux résultats

des cinq élections partielles, toutes favorables à l'opposition. Bien des députés RPR, élus de fraîche date — et de justesse — n'ont nulle envie de se lancer dans une telle aventure.

Ceci dit, il n'est pas exclu que le RPR aille assez loin dans ses critiques, voire dans certains votes qui n'engagent pas l'essentiel de la politique gouvernementale. Mais Chirac sait jusqu'où il ne peut pas aller trop loin ; il est fort peu probable qu'il s'engage dans une action pouvant conduire à une crise gouvernementale.

François NOLET

FRANCE NOUVELLE VERROUILLÉ PAR LA DIRECTION DU PCF

France Nouvelle, «hebdomadaire central du PCF», joue un rôle particulier au sein de ce parti. C'est dans ce journal que se retrouvent les domaines où le PCF entend avancer. Lors de la campagne électorale, par exemple, c'est *France Nouvelle* qui a largement relayé les efforts du PCF envers des mouvements de masse tels que les écologistes ou les mouvements femmes.

Destiné aux éléments politisés du PCF, et plus particulièrement encore à ceux qui possèdent un niveau culturel relativement élevé (cadres, enseignants, etc...) *France Nouvelle* est en quelque sorte une plaque sensible de la réflexion du PCF à un moment donné. Ces particularités donnent une résonance précise aux sommaires des numéros parus depuis la rentrée. Ce qui caractérise ces numéros, c'est bien le vide. Quelques articles, sur le chômage, quelques uns sur l'Europe, quelques au-

tres sur la qualité de la vie, et beaucoup, énormément, de pages dites culturelles. Ce vide mériterait de passer inaperçu si *France Nouvelle* n'était le lieu privilégié où s'expriment les propositions et les perspectives du PCF. Il y a là une confirmation du fait que le PCF se trouve aujourd'hui dans l'impasse quant à ses perspectives politiques. Il se trouve aussi dans l'impasse pour ce qui est de sa situation interne, et là encore la lecture de *France Nouvelle* donne un éclairage à cette impasse. Voulant donner l'image d'un parti ouvert, où la réflexion est vive, *France Nouvelle* a développé un certain libéralisme au sein de sa rédaction.

Le résultat en a été que plusieurs rédacteurs, dont Jean Rony et Maurice Golding ont pris publiquement des positions critiques envers la direction, et hors de la presse du PCF. Depuis, le PCF a durci son

attitude envers les opposants. Si ceux-ci (au demeurant bien timides) font toujours partie du comité de rédaction, l'un d'entre eux, Jean Rony, n'écrit plus depuis plusieurs semaines. Autre exemple de la «fermeture» de *France Nouvelle* : le courrier. Alors qu'un certain nombre de lettres posant des questions intéressantes ont été publiées jusqu'en mars, c'est maintenant — là aussi — le silence complet ; sur plus de 30 lettres publiées en septembre, une seule porte une critique politique : celle d'avoir fait parler Trigano à propos de la qualité de la vie. *France Nouvelle* n'a jamais eu beaucoup de succès auprès des militants ouvriers du PCF, qui n'hésitent pas à parler de «journal d'intellos». Aujourd'hui, pris dans le jeu des contradictions du PCF, il est en train de perdre à grands pas le vernis libéral dont il s'était affublé l'année passée.

Prisons

Adoption du projet de loi sur les peines et les sorties

Ces projets de loi, qui avaient fait l'unanimité des organisations d'avocats et de magistrats contre eux, ont été adoptés mardi, en toute hâte, par l'Assemblée nationale.

Peyrefitte était là, avec plusieurs représentants des administrations pénitentiaires, pour défendre ses huit

articles de loi modifiant les dispositions du code pénal en matière d'exécution des peines privatives de liberté. L'article un, sur les peines de sûreté, pour certaines catégories de détenus, a été voté par la majorité des députés PCF. Ceux-ci ont expliqué ainsi leur vote : «L'insécurité est réelle, la délinquance et la criminalité progressent. Des mesures de répression s'imposent contre toute attaque qui attente à l'ordre public. Nous sommes en faveur des mesures qui mettent un terme à un libéralisme injustifié envers

des détenus dangereux».

Les autres articles sont aussi passés, en particulier sur les permissions de détenus. Cette fois, le PCF s'est abstenu. Des lois qui ont été votées dans la précipitation, comme l'a reconnu au passage le président de la commission des lois, M. Foyer. De nouvelles lois qui renforcent encore les prérogatives de l'administration pénitentiaire, au détriment de l'indépendance des magistrats, et qui ne sont pas en mesure de régler le moins du monde le problème de «l'insécurité».

ARRESTATIONS DE MEMBRES DES BRIGADES ROUGES

La police italienne a procédé ces derniers temps à une série d'arrestations de membres présumés des Brigades rouges. Elle vient d'arrêter à Milan neuf personnes qu'elle accuse également d'être brigadistes. Le ministre de l'Intérieur parle de «coup sévère porté aux Brigades rouges». Un important matériel aurait été également saisi au cours de l'opération de Milan. L'affaire n'aurait été rendue publique que 36 heures après qu'elle se soit déroulée.

Par ailleurs, *Le Matin* du 4 octobre publie une interview de Renzo Rossellini, militant de longue date dans l'extrême-gauche italienne et animateur de radios-libres. Celui-ci donne une série d'informations et de points de vue pour le moins intéressants con-

cernant les Brigades rouges ou, tout au moins, leur encadrement. Il déclare par exemple :

(...) Il y a en Italie, aujourd'hui, un véritable «parti soviétique» qui cherche à déstabiliser le pays pour retenir le parti communiste italien dans l'opposition. Et le terrorisme, dans cette stratégie, est un phénomène plus militaire que politique.

Prenez un exemple : pourquoi rien n'est-il sorti dans la presse des fracassantes révélations que les Brigades rouges nous annonçaient à la suite du «procès Moro» ? Eh bien, c'est probablement que leur but n'était pas de les rendre publiques et qu'elles jouaient là surtout une partie de «renseignement» au sens classique. C'est du reste la raison

pour laquelle Moro était d'emblée et nécessairement condamné à mort. (...)

Tout a commencé pendant la dernière guerre, quand une fraction importante de la Résistance italienne passe sous le contrôle de l'Armée rouge. Ce secteur conserve ses armes après la guerre et devient le support logistique de la stratégie des services de renseignements russes dans le pays. Le noyau est revitalisé à la fin des années 1960 quand s'y adjoignent tous les éléments procubains liés à la Tricontinentale. De sorte que, finalement, le phénomène traverse toute la gauche et l'extrême gauche : depuis le PCI, où subsiste une forte minorité prosoviétique, jusqu'à

l'Autonomie, largement infiltrée, elle aussi. Je schématise. Mais c'est cela, l'origine des Brigades rouges. Et, aujourd'hui, elles ont derrière elles l'appareil militaire des pays de l'Est dont elles sont une des émanations (...).

(...) Je peux vous dire qu'il y a, dans un pays de l'Est, un camp où des Italiens se sont entraînés, s'entraînent peut être encore, à des actions de guérilla urbaine...

A partir des éléments précis qu'il possède, Rossellini va jusqu'à affirmer que les Brigades rouges ne sont qu'une ramification des services secrets des pays de l'Est. Il s'agit là d'une intéressante hypothèse.

téléphonez
au
quotidien
636 73 76

Achetez
Le Quotidien du Peuple
chaque jour
dans le même kiosque

La préparation du 40^e Congrès de la CGT

UN RAPPORT D'ACTIVITÉ... PEU «NOVATEUR»

● Soutien au PCF réaffirmé ● Un million d'adhérents en plus et en moins

● Le dernier numéro du *Peuple*, organe officiel de la CGT, publie le rapport d'activité qui doit être soumis dans deux mois au Congrès. Ce rapport revient dans le détail sur le bilan établi dans le Texte d'orientation, et réaffirme par le menu toutes les positions de la direction confédérale, en particu-

«En ce qui concerne la question primordiale des nationalisations, la CGT tient à rappeler qu'elle a soutenu le Programme commun dès sa conclusion, notamment parce qu'il prévoyait la nationalisation du secteur bancaire, du crédit et de l'assurance et celle de 9 groupes monopolistes, parmi les plus importants, étant entendu qu'il s'agissait de ces groupes dans leur intégralité, ce qui inclut leurs filiales...». Le ton est donc donné. Une fois de plus, on reprend à son compte toute la querelle du PCF, sur un sujet particulièrement douteux, car la direction de la CGT n'a jamais démontré que le Programme commun était si clair sur la question...

Le rapport poursuit : «Au cours de ses rencontres, la CGT est amenée à constater des divergences profondes avec le Parti

socialiste et le Mouvement des radicaux de gauche, notamment sur plusieurs mesures sociales importantes (la critique ultérieure que la CGT portera au chiffreage du Programme commun par le PS le confirmera), et sur les moyens des transformations démocratiques». Et on continue : «Après avoir apprécié le résultat des élections et examiné la cohérence des prises de positions confédérales du 22 septembre 1977 jusqu'à la dernière CE, il constate que les prises de position du PS et du MRG, après le deuxième tour des élections confirment que le fond du débat était bien le contenu du programme de la Gauche...».

SUR LES RAPPORTS AVEC LA CFDT

Le summum de l'unité d'action entre les deux

liés sur les élections de mars. A l'heure où la controverse a atteint un degré jamais égalé dans la confédération, ces textes préparatoires peuvent faire penser que malgré le débat, malgré la redistribution des cartes qui s'annonce, les dirigeants actuels de la CGT n'ont pas l'intention

confédérations, c'est, pour la direction CGT... la journée d'action du 24 mai 77 ! Une journée qui n'a pourtant pas laissé de souvenir impérissable !

«Cette journée exprime avec une force unitaire jamais égalée depuis la scission syndicale, la volonté des travailleurs d'imposer par la négociation la satisfaction des revendications. Le 24 mai devient un événement historique (...). Il convient de souligner que la venue de la gauche à la direction du pays apparaît comme une possibilité réelle et exerce une influence croissante sur les événements et les comportements dans tous les milieux, et suscite un légitime espoir parmi les travailleurs». Mais le ton change, particulièrement après les élections. Il faut dire que la direction de la CFDT a entre-temps mis en œuvre le «recentrage»

avec au centre les négociations à froid... «La CGT est placée devant un certain nombre de déclarations de la direction de la CFDT et plus spécialement de son secrétaire général mettant en cause l'indépendance de la CGT et relevant d'une véritable agression et absolument inacceptable. Une telle attitude, apparaît aux yeux de la CGT, comme une tentative de disjoindre les liens unitaires, en reprenant à son égard les arguments injurieux des adversaires communs aux deux centrales. Le CCN des 30 et 31 mars (1978) en vient donc à s'interroger si cette propension de la CFDT à s'éloigner de l'unité d'action avec la CGT n'est pas liée effectivement à des intentions de reconversion stratégique qui, sous couvert de réalisme, se rapprochaient du réformisme côtoyé par

d'enlever une virgule à leurs prises de position, particulièrement sur leur soutien inconditionnel à la campagne du PCF. Et que l'ouverture obligatoire qu'ils opèrent a bien pour but de sauver l'essentiel, la ligne.

la CFDT au sein du mouvement syndical d'Europe Occidentale».

SUR LES EFFECTIFS DE LA CGT

Sur la question des effectifs, le rapport d'activité souligne un phénomène qui a longtemps été nié par la direction de la CGT : «L'examen de trois années de bataille du renforcement permet de constater que près d'un million de travailleurs et travailleuses ont adhéré à la CGT, et que 11 300 bases nouvelles ont été créées. En appréciant à sa juste valeur ces résultats, une série de réflexions se dégagent ; — malgré le nombre important d'adhésions, les effectifs de la CGT sont pratiquement stables...». Les quelques explications qui suivent ne vont pas au fond du problème (retraites, chômage, répression). Jamais n'est posée la question principale, celle qui, surtout dans la dernière période, explique le nombre important de démissions, à savoir la ligne même suivie par la direction de la CGT. C'est bien pourtant sous cet angle qu'il faut voir les choses, si on projette sérieusement le

développement du nombre de syndiqués CGT !

SUR LES RELATIONS AVEC LES PAYS DE L'EST

Là encore, on reste à mi-chemin : «Le Bureau Confédéral prend acte d'une divergence avec les syndicats tchécoslovaques. La CGT ne méconnaît en rien le rôle dans le monde et les résultats des pays socialistes. Elle n'entend pas remettre en cause ses relations de coopération avec les syndicats tchécoslovaques comme avec ceux des pays socialistes (...). Plusieurs divergences apparaissent donc avec nos Camarades des pays socialistes sur de nombreuses questions : cela ne saurait constituer, ni de près, ni de loin, une participation à une quelconque campagne contre les pays socialistes à laquelle se livrent depuis ces dernières années tous les bouffes de l'anti-communisme international». Comme on dit couramment au PCF, les pays de l'Est, ce n'est pas la liberté, mais c'est quand même le socialisme...

Monique CHÉLAN

PTT:

L'INSECURITE ET TOUT LE RESTE

Dans le petit matin glacé, l'église de la rue de Ménilmontant est pleine, pour les obsèques de Georges Albert, le facteur de Paris 20^e, assassiné la semaine dernière pendant sa tournée. Sont là beaucoup de postiers du bureau de la rue des Pyrénées qui a fermé ses portes pour la journée, mais aussi des postiers d'autres bureaux, d'autres services et pas mal de gens du quartier. Le ministre Ségard, et la direction régionale sont là aussi, bien entourés par de gros bras. Quand à la fin des obsèques, ces officiels sortent pour s'engouffrer dans leur voiture, des postiers lâchent : «Quand on sera devant son ministère tout à l'heure, il ne se montrera pas tant...».

Devant le ministère, à l'autre bout de Paris, plusieurs milliers de postiers se rassemblent. De la manifestation que les organisations ont voulue silencieuse, peu de choses se dégagent. Presque pas de banderoles, aucun mot d'ordre. Pourtant, les débrayages ont été très suivis dans l'ensemble des postes, et pas seulement dans les bureaux. Les gars des centres de tri sont venus nombreux. Mais ce n'est en fin de compte pas tellement de «sécurité» qu'on discute spontanément. Quand on pose la question : «Quelle solution voyez-vous ?» il y a visiblement un malaise. Personne ne peut se résoudre à dire, comme le fait la



fédération CGT : «Il faut davantage de flics». Ceux qui en parlent le mettent sur le compte d'un copain qui pense, lui, que ce serait la solution. Mais le point de vue le plus volontiers exprimé, c'est que ça ne changerait rien. Un jeune de Paris 20^e : «Un flic avec chaque facteur ? Ce n'est pas une solution. Il n'y a qu'à voir comment c'est foutu, au bureau de poste, il n'y a pas de sécurité du tout. Il faudrait peut-être commencer par là». Beaucoup estiment qu'il faudrait aussi diminuer la somme transportée par les facteurs, soit en étalant la distribution des mandats, soit en y affectant davantage de personnel. Certains proposent de supprimer les insignes les plus

voyants et parfaitement inutiles, comme la chaînette des facteurs en tournée «finance»... Au bureau de Paris, 20^e, la section CFDT a pris très nettement position contre la demande de flics supplémentaires faite par la fédération CGT. Dans les bureaux, il y a eu de nombreux débats sur le sens même de cette grève, débats qui ne se retrouvent guère dans la manifestation, puisqu'il n'y a pas de mots d'ordre, pas de point de vue qui s'exprime largement.

Ce qui se discute par contre très spontanément, c'est la situation dans les différents secteurs. Les postiers de Pontoise, en grève depuis le 27 septembre, diffusent un tract

d'explication. Les effectifs sont partout au centre, avec la diminution du temps de travail. On parle du travail du samedi, des «retours» qui révoltent tout le monde. Visiblement, le mécontentement est bien plus large, bien plus profond que la seule question de la sécurité.

Monique CHÉLAN

RECTIFICATIF

Dans l'article «Quelle «sécurité» pour les postiers ?», paru hier, il fallait comprendre (dernière colonne) non pas «esquissent» mais «esquivalent la crise du capitalisme».

● Le personnel des ANPE en grève

Les syndicats CGT et CFDT de l'ANPE appellent les 8 000 salariés des agences à faire grève, les 5, 11 et 12 octobre, et «dès la semaine suivante, à des grèves du mardi au jeudi, renouvelables chaque semaine». Cela, pour s'opposer à la liquidation de l'ANPE prévue dans le rapport Farge (voir QdP d'hier).

● Imprimerie Victor Michel : 280 licenciements

Lundi, lors du comité d'entreprise du groupe d'imprimerie Victor-Michel, le syndicat a annoncé le licenciement de tout le personnel (environ 280 personnes). La direction de Victor-Michel affirme que des possibilités existent de reprise ou de location de certains matériels modernes des ateliers de Paris, Lieu Saint et Arcueil. Mais il y a lieu d'avoir quelque inquiétude sur l'emploi, les difficultés ne datant pas d'hier, et plusieurs travaux ayant abandonné Victor Michel, dont *Télé 7 jours*. Et toutes les promesses de renflouement n'ont été que du vent.

● Echec des négociations dans la métallurgie parisienne

Après l'échec de la réunion paritaire du 2 octobre, les négociations engagées dans la métallurgie parisienne, sur la fixation d'un minimum de salaire annuel, sont dans l'impasse. Les patrons ont proposé le chiffre minimum de 26 750 francs, un léger mieux, donc, par rapport au chiffre précédemment proposé. Mais on est encore loin des exigences des syndicats (31 200 pour la CFDT, 33 800 pour la CGT). Aucune date de rencontre n'a été fixée.

LUTTES OUVRIERES

SNCF

LES FEDERATIONS APPELLENT A LA REPRISE...
PUIS A 36 HEURES DE GREVE LE 9 !

St Lazare, Montparnasse : des roulants continuent

Alors que les cheminots étaient appelés à reprendre progressivement le travail dans la soirée de mardi, selon les services, les fédérations syndicales cheminotes CGT, CFDT et autonomes, se sont rencontrées dans la journée de mardi, pour tirer le bilan du mouvement. La décision essentielle qui est ressortie de cette entrevue est l'appel des roulants à une nouvelle grève en soutien à leurs camarades des différents dépôts de l'Ouest (Rouen,

Le mouvement auquel appellent les fédérations syndicales n'est pas seulement un acte de soutien aux cheminots de l'ouest : l'objectif de la SNCF étant, comme on le sait, à terme, de faire accompagner par un seul agent l'ensemble des trains du réseau, et pas seulement les trains postaux. L'ensemble des roulants est donc touché par cette grave mesure :

mutations et aggravation des conditions de travail et de sécurité. Si cette initiative syndicale n'est pas à rejeter en soi, elle appelle toutefois de sérieuses remarques.

1) Elle est lancée à partir... du 9 octobre à 0 heure pour se terminer officiellement le 12 octobre à 6 heures du matin. Elle est donc appelée dans cinq jours, alors que les fédé-

Caen...). On sait que ces derniers sont en grève illimitée depuis le 26 septembre en vue d'obtenir définitivement la mise en place sur les trains postaux de deux agents d'accompagnement de la SNCF (à l'heure actuelle, l'accompagnateur est l'agent postal qui a par ailleurs pour tâche le courrier). Une initiative prévue... pour la semaine prochaine...

rations demandent aux roulants de reprendre le travail d'ici là ! L'on voudrait dégoûter, démobiliser les cheminots que l'on ne s'y prendrait pas autrement. Un représentant de la fédération CFDT reconnaît d'ailleurs que ce mouvement avait une allure de dents de scie !

2) Ce mouvement qui intervient après celui des agents des gares lui-même appelé après la première grève des roulants, ne durera de toute façon que 36 heures dans un premier temps. Les fédérations syndicales font en effet savoir qu'au terme de cette première journée et demie de grève, il faudra alors aviser de l'attitude de la direction. Au cas, où la SNCF refuserait de mettre deux accompagnateurs sur les trains postaux de l'ouest, des roulants seraient alors appelés à repartir en grève, jusqu'à la fin de la période du préavis déposé.

Bref, c'est le morcellement à l'extrême du mouvement qui se confirme : une tactique, qui a fait la preuve de son inefficacité.

L'argument, toujours le même, mis en avant, pour expliquer cette tactique : la mobilisation est inégale.

C'est à voir : que l'on

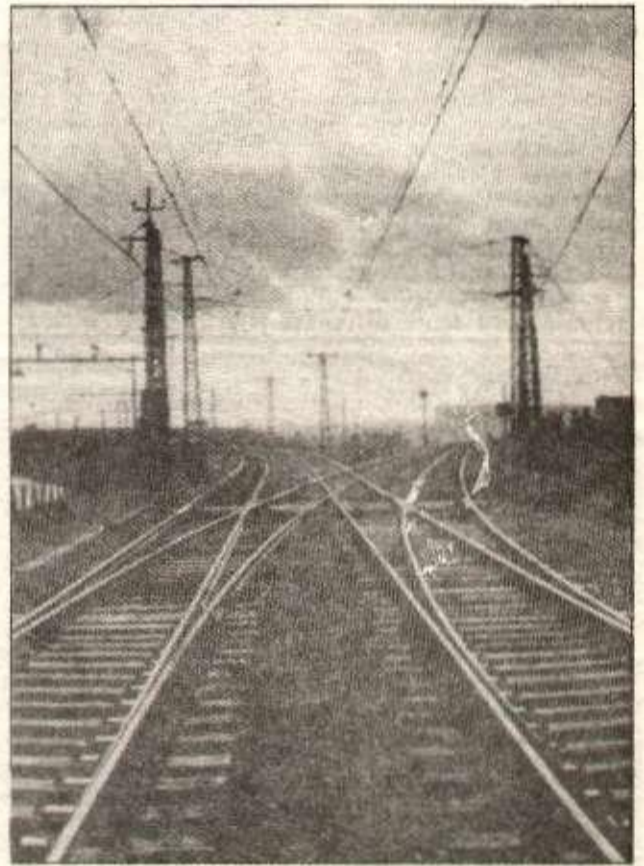
sache, cette question préoccupe depuis longtemps les roulants ; elle est une des mesures importantes qui aggrave leurs conditions de travail, et c'est sur ce thème qu'ils sont rentrés en grève quatre jours, avec la combativité que l'on sait.

Ceci dit, le danger de la suppression d'un agent sur l'ensemble des trains est moins immédiat qu'avec les trains postaux de l'ouest. Mais alors dans ce cas, pourquoi limiter la lutte à ce seul aspect ?

A vrai dire, si démobilisation il y a la semaine prochaine, elle viendra surtout de la tactique proposée par les fédérations, tactique qui épuise les roulants, sans aucun résultat tangible à chaque fois.

En fin de compte, le nouveau mot d'ordre de grève lancé par les fédérations n'est pas innocent et ne tombe pas du ciel : les fédérations étaient forcées de répondre à la volonté de lutte qui s'est manifestée durant ces quatre premiers jours de grève. Mais leur proposition est loin de répondre à l'aspiration des 33 000 roulants !

Pour preuve, les nombreux préavis de grève qui ont été à nouveau déposés dans différents secteurs : à

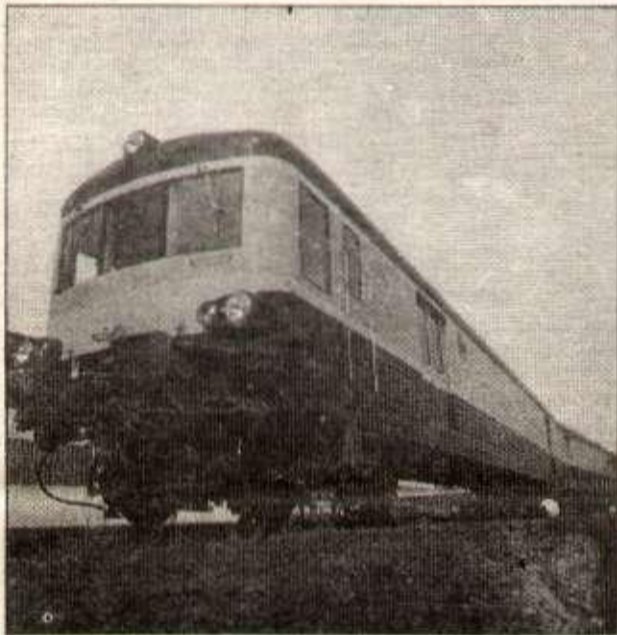


St Lazare de ce mercredi 3 au 8 octobre, par la CFDT, à Montparnasse par la CFDT : la CGT pourrait s'y joindre, vu la volonté massive à la base ; à Tours également.

Que la tactique en dents de scie des fédérations soit rejetée massivement, l'exemple de Nantes en apporte la preuve : la décision des directions syndicales de faire reprendre le travail (les roulants n'ont obtenu qu'un quart d'heure de réduction de la journée de travail, avec le

même travail) a été très mal accueillie par la majorité des grévistes qui ont toutefois repris le travail, mercredi à 12 heures «on nous prend pour des pions» «on se fout de notre gueule», «dans trois jours, on nous dira de reprendre la grève, maintenant on attend, on n'y comprend rien, y'en a ras le bol», disaient les cheminots de Nantes, qui ont pris des responsables syndicaux à partie.

Richard FEUILLET



Le train postal Paris - Caen : ils ne sont plus que deux sur ce train, un agent SNCF, et un des PTT.

INTERNATIONAL

Giscard au Brésil

«Rien de spectaculaire»

A bord du Concorde qui l'emmenait mercredi après-midi au Brésil, Giscard devait pouvoir méditer les commentaires acerbes que son voyage suscite dans la presse brésilienne. «Que vient faire Giscard au Brésil ?» titre l'éditorial du *Journal do Brasil* qui conclue «rien de spectaculaire». Sous la photo de Giscard à la une du journal économique *Visao* inscrit la légende «à la recherche des marchés perdus».

Depuis 1971, date à laquelle Giscard avait inauguré la foire française de Sao Paulo, la position française s'est dégradée avec 3,8 % du total des investissements étrangers contre 30,4 % aux USA, 13,8 % à la RFA, 10,7 % au Japon, 10,7 % à la Suisse, 4,9 % à l'Angleterre, tous pays qui ont mis les bouchées doubles pour s'insérer dans les projets d'industrialisation du Brésil.

C'est dans ce domaine

que Giscard veut ouvrir la porte aux entreprises françaises, en même temps que resserrer les liens économiques entre le Brésil et la France «j'estime que la France peut et doit rattraper son retard au Brésil», affirmait Deniau le ministre du Commerce extérieur en août dernier.

Cependant les milieux d'affaires brésiliens ne paraissent pas émus de l'offensive française et affirment «Avant de parler d'affaires nouvelles, les responsables des deux pays ont d'abord pour tâche de rétablir des relations économiques normales», montrant par là leur volonté de voir supprimées les barrières dressées par la France contre les produits brésiliens à la suite des mesures de limitation des importations prises par le Brésil qui ont signifié pour la France une réduction de ses exportations de produits alimentaires.

Congrès du Parti travailliste (Grande - Bretagne)

QUATRE ANS DE «CONTRAT SOCIAL» ÇA SUFFIT !

La conférence annuelle du parti travailliste en désavouant le Premier ministre Callaghan a porté un dernier coup au «contrat social» grâce auquel le Parti travailliste avait pu, dans une certaine mesure faire payer les frais de la crise aux travailleurs grâce à l'appui des directions syndicales.

En 1974, le Parti travailliste arrive au pouvoir après une période de confrontations très dures entre la classe ouvrière et le gouvernement conservateur. En pleine période de restructuration, pour permettre au capitalisme britannique de faire face à la crise, le Parti travailliste va se servir des liens historiques qu'il entretient avec les syndicats (Trade Unions) pour faire passer l'austérité mieux que ne l'avaient fait les conservateurs.

Le gouvernement Wilson va donc proposer une

«restriction volontaire des revendications salariales». En échange, Wilson promettait : une réduction importante de l'inflation, une diminution du chômage, et la croissance du «salaire social» par l'extension et l'amélioration des services sociaux de l'État (logement, santé).

Que s'est-il passé en fait ? En 1975, les hausses des salaires ont été limitées à six livres, en 1976 à quatre livres. En 1977, alors que les salaires réels avaient baissé pendant trois années de suite, le contrat social n'a pas été reconduit. Le gouvernement devait imposer autoritairement une limitation des hausses de 10 % en menaçant de sanctions les entreprises qui refuseraient de la respecter.

En échange, les travailleurs n'ont rien obtenu : le pouvoir d'achat du salarié britannique baissait de 8 % en 1976, les hausses de

prix étant plus importantes pour les produits de première nécessité. En ce qui concerne le chômage, la situation a empiré : de 593 000 chômeurs en 1974, on est passé à 1 600 000 aujourd'hui, sans compter les travailleurs touchés par un important chômage technique. La situation du logement n'est pas meilleure : 50 000 familles n'ont pas de logement décent, suivant les statistiques officielles, alors que 200 000 travailleurs du bâtiment cherchent du travail.

Cette politique d'austérité s'accompagne d'une tentative de normalisation des syndicats, les travaillistes invitent les dirigeants et les délégués syndicaux à siéger dans des commissions gouvernementales avec les ministres et les hauts fonctionnaires. Il s'agit ainsi, soit de les corrompre, soit de leur donner l'illusion qu'ils peuvent

influencer sur la politique d'ensemble du pays. Après 1974, une vague de répression et d'exclusions se déclenche contre les délégués combattifs qui refusent le contrat social.

Depuis 1977, une suite de grèves parties de la base, s'est opposée de front à cette politique de collaboration de classes et d'intégration des syndicats à l'appareil d'État. Ces luttes dirigées directement contre le «contrat social» créent des contradictions au sein des directions syndicales et du parti travailliste lui-même. Lundi, la motion adoptée par la conférence travailliste devait reconnaître ce que disent nombre de travailleurs britanniques depuis 1974 : «Les restrictions salariales imposées dans le passé n'ont pas réglé les problèmes et ont provoqué la baisse du niveau de vie des travailleurs britanniques».

Villemomble

LES LYCÉENS A L'OFFENSIVE

●Mardi matin, les lycéens du lycée de Villemomble, votaient l'occupation de nuit et de jour de leur établissement, montrant ainsi leur volonté de s'organiser d'une façon autonome par rapport au mouvement des professeurs et des parents d'élèves qui prennent leurs distances. Cette décision des

lycéens, contestée par les fédérations Lagarde et Cornec (cette dernière regroupe la majorité des parents organisés) pose en elle-même une série de questions qui ont été abordées lors de la réunion des trois parties intéressées, qui s'est tenue mardi soir.



Lors d'une précédente coordination de lycéens à Noisy-le-Sec.

Le lycée de Villemomble est un de ces lycées de la Seine Saint Denis, où la politique d'austérité du gouvernement se fait durement ressentir : 12 postes sont à pourvoir dans l'établissement pour que les cours puissent être suivis dans des conditions normales. Bien que suivant le mouvement de protestation des profs, le lycée de Villemomble reste en retrait de celui-ci, et n'effectue que des grèves tournantes, avec cependant grève totale les 25 et 26 septembre. Le mouvement en fait est plutôt pris en main par les fédérations de parents d'élèves qui font appel aux élus locaux et se limitent à porter des pétitions, des lettres et former des délégations de protestation devant le rectorat. Dans notre édition d'hier nous signalions la révolte de certains lycéens de Villemomble contre les méthodes employées, où ils n'étaient considérés que comme force d'appoint, pour appuyer les délégations, sans qu'il soit tenu compte de leurs points de vue.

Lundi soir les délégués lycéens (deux par classe), se réunissaient et sur la base des propositions faites par les lycéens retenaient le principe d'une occupation de jour et de nuit de leur établissement pour appuyer leurs revendications. Un comité de grève était élu. Le mardi matin, cette proposition était soumise à l'ensemble des lycéens qui devaient se

prononcer classe par classe. La majorité approuve cette initiative, ainsi que d'autres formes d'actions, telles que manifestations devant l'établissement et diffusion de tracts, pour populariser leur lutte. Les parents d'élèves de leur côté, votaient également une occupation, mais qui se limitait à la journée ; la directrice de l'établissement, qui selon les fédérations de parents d'élèves, ne s'est pas opposée au mouvement entrepris, restait dans les lieux. Quant aux professeurs ils ne se sont pas joints au mouvement et continuent leurs cours.

Dans la journée une inspectrice d'académie visitait l'établissement, et «prenait la température». Dans l'après-midi, les lycéens bloquaient la circulation devant leur bahut, où ils diffusaient les tracts expliquant la situation aux automobilistes, dont le nombre s'est accru faute de trains.

Sur les grilles, de nombreuses affichettes affirment les revendications étroitement rapportées à l'«avenir» proposé aux lycéens. «Monsieur Beullac, notre avenir nous fait peur» dit l'une d'entre elles, et explique que la solution au mécontentement n'est pas que «technique». La bataille, même victorieuse pour l'octroi de postes, ne résoudrait pas les problèmes auxquels seront confrontés les lycéens à la fin de leurs études.

Le soir, à 18 heures

avait lieu, une réunion de délégués «tri-partie». «La rotonde», grande salle de travail circulaire, se remplit de lycéens, de parents, de professeurs. La réunion commencera avec quelque retard, les représentants des fédérations Cornec et Lagarde sont en «conversation» avec la directrice. Les représentants des parents font le point de la journée, exposent les résultats des différentes démarches entreprises : le rectorat a alloué 2 fois les mêmes 55 heures de poste qu'il a lâché ! Les conseils municipaux des quatre communes alentour, doivent être dans l'établissement ! Bien qu'une première délégation se soit fait recevoir à coups d'extincteur, les fédérations proposent néanmoins de continuer à faire de telles démarches, et invitent les parents à écrire, sur un modèle fourni, «au président de la République et au premier Ministre». Mouvement de protestation chez les lycéens : «Ils veulent remplir les corbeilles». Dès lors le ton monte, entre les fédérations, notamment Cornec, et les lycéens. Le principe d'occupation nuit et jour est remis en question, les fédérations demandent à ce qu'elle soit levée dès ce mardi soir, avant qu'elle n'ait commencé ! La fédération Cornec lancera les attaques les plus violentes, contre cette initiative, traitant les lycéens d'irresponsables, mettant en avant les «risques de provocation d'agents extérieurs» exi-

geant que les délégués reviennent sur la décision prise par l'ensemble des lycéens qui participent au mouvement. Ceux-ci interviennent, défendant le principe de la démocratie dans de tels mouvements, qui veut qu'une décision ne peut être remise en cause sous prétexte que «tous les élèves ne se sont pas prononcés» sur l'occupation. Les lycéens resteront fermes, et les appels larmoyants de la fédération Cornec pour préserver «l'unité» n'y feront rien.

Des parents se prononcent également pour l'occupation de nuit. En fait la décision des fédérations de parents d'élèves de participer à l'occupation de jour, apparaît plus comme une manœuvre de la part de celles-ci, dans l'espoir de faire revenir les lycéens sur leur occupation de nuit, et sur les bases d'organisation qu'ils mettent en place. Car cette question se pose maintenant plus crument pour les élèves de Villemomble, comment, sur la base de la mobilisation qui a fait un saut qualitatif significatif en posant le problème de leur avenir, élargir celle-ci structurer une organisation sur le lycée qui puisse durer au-delà du mouvement entrepris, même s'il devait aboutir à un échec sur les revendications actuelles, une organisation capable de répondre, et de les armer face à leur avenir qui les angoisse.

Pierre CHÂTEL

En bref... En bref..

Emploi : la CGT envisage une action nationale vers la mi-novembre

A l'issue de la première journée de discussion de la CE de la CGT, une action nationale sur l'emploi a été annoncée : «Du fait de l'accélération des restructurations et du démantèlement de certaines branches du secteur public, nous pensons que nous devons poser la défense de l'emploi en termes nouveaux. Nous allons encourager une action qui se conjuguera aussi bien au niveau des entreprises, régions, branches industrielles, qu'au niveau national. Pendant le mois d'octobre et jusqu'à la mi-novembre, nous nous efforcerons de développer ces luttes, nous examinerons alors les possibilités d'une action nationale qui pourrait se situer autour du 15 novembre».

Après l'échec des négociations CGT-CFDT sur la lutte contre le chômage, et les attaques de la direction CFDT, Georges Séguy justifie ses propositions de journées d'action en ces termes : «Le fait de ne pas intervenir au niveau national ne laisse-t-il pas le terrain libre à la politique d'austérité du patronat et du gouvernement. Accepter des négociations nationales avec le patronat et le gouvernement, en excluant par avance toute action à ce niveau peut laisser supposer que la seule vertu des palabres permet d'aboutir à des résultats». Cela dit, sur le terrain, on peut s'interroger sur l'attitude des directions syndicales, et en particulier CGT, qui à la SNCF par exemple, demandent aux grévistes de reprendre le travail, pour repartir en grève dans quelques jours....

Tours : 26 ouvriers intoxiqués

Mardi matin, les 360 employés de l'équipe du matin de l'entreprise Silicium Semi Conducteurs (filiale de Thomson CSF) à Tours, ont dû être évacués d'urgence, à la suite d'une fuite d'anhydride sulfureux. Vingt six d'entre eux, pris de malaises, suffoquants, ont été hospitalisés. La CGT de l'usine a l'intention de déposer une plainte auprès du procureur de la République, après cette «nouvelle bavure» au niveau de la sécurité de l'entreprise.

Communiqué de presse

Les organisations syndicales CGT, CFDT, FO de l'AFPA réclament depuis plusieurs années l'ouverture de véritables négociations avec le ministre du Travail et particulièrement une réunion de la Commission paritaire prévue par l'article 10 du Protocole d'accord signé en 1968.

A ce jour, aucune réponse n'a été donnée. Le personnel dénonce le mépris du ministre à son égard et tient à réaffirmer ses revendications soit :

- Fixation du salaire minimum à 2 700 F
- Création de onze échelons normaux à 4,5 % pour toutes les catégories.
- Suppression de l'abattement de zone maintenu sur les salaires du personnel,
- Déblocage du point servant au calcul des indemnités liées aux déplacements.
- Attribution d'une semaine de congé supplémentaire
- Mise en place des Comités d'établissements régionaux et d'un Comité central d'entreprise, examen des conditions de fonctionnement de l'actuel Comité d'entreprise.
- Aménagement des dispositions appliquées à l'AFPA en matière de retraite
- Perfectionnement du personnel
- Modalités d'application de la réduction de la durée de travail de l'AFPA
- Dispositions statutaires concernant les contrats à temps partiel et l'intégration des agents temporaires (SPE)

Par ailleurs il s'inquiète de la considérable dégradation de l'AFPA. Il s'avère indispensable d'examiner les motifs d'une telle dévaluation et de dégager les moyens nécessaires à la sauvegarde du Service public de l'AFPA notamment :

- Budget d'investissement et de fonctionnement
- Accroissement des effectifs de personnel
- Conséquence de la mise en place des SPE
- Conditions d'application des dispositions légales en matière d'hygiène et de sécurité dans les établissements.

En conséquence les délégations syndicales CGT, CFDT, FO de la région Centre-Est exigent que leurs représentants nationaux soient reçus l'après-midi du même jour au ministère du Travail afin de fixer une date d'ouverture de véritables négociations.

Elles ont toutefois pris bonne note de la promesse du ministre, transmise par la direction départementale du travail et de la main-d'œuvre du Rhône, de recevoir les représentants des syndicats nationaux le 5 octobre prochain.

ISRAËL S'EST INSTALLÉE POUR RESTER

— 4 — Jérusalem, une ville défigurée

Au sommet de Camp David, le statut de Jérusalem a été discuté et Sadate a accepté que des échanges de lettres entre Begin et lui définissent le statut de cette ville. Quelques jours plus tard, Begin déclarait que «rien ne peut changer pour Jérusalem». Bien que la ville fasse partie intégrante de la Cisjordanie, les sionistes voient les choses tout autrement.

Lors de la guerre de 1948, une partie de la ville est occupée par les sionistes. Cette partie est alors entièrement judaïsée, complètement transformée pour ressembler bientôt beaucoup plus à une ville occidentale qu'à une ville arabe. En 1967, la seconde partie de la ville est occupée. Pour les sionistes, c'est la «réunification» de Jérusalem. Alors que les résolutions prises par le Conseil de sécurité de l'ONU vont dans le sens d'un protectorat international sur la ville, les sionistes rattachent la seconde partie occupée à l'Etat d'Israël : donc, pour eux, elle ne fait pas partie des territoires occupés de 1967. Le but des sionistes est bien d'en faire la capitale administrative, et non seulement symbolique, de leur Etat. C'est une des raisons pour lesquelles le maire de la ville, Teddy Kollek, a visité plusieurs capitales européennes, dont Paris (où il a été reçu récemment par Chirac) pour

s'assurer un soutien international dans ce sens.

Le projet israélien pour la ville de Jérusalem se concrétise par : l'expulsion de milliers de Palestiniens habitant dans la ville, la destruction de leurs logements, la création d'une multitude de colonies aux alentours de la ville, sur des terres volées aux paysans palestiniens.

En 1950, 15 000 Palestiniens sont chassés de la ville, et tous leurs biens sont expropriés. En 1967, 135 maisons du quartier des Maghrébins sont détruites après l'expulsion des 650 habitants. L'administration de la ville étant rattachée à l'Etat sioniste, la juridiction, les programmes d'enseignement suivent et deviennent semblables à ceux qui ont cours dans le reste de l'Etat d'Israël.

1975 : LA VILLE EMMURÉE

En 1975, les autorités commencent la construction de murailles tout autour de la ville, la coupant ainsi de son environnement palestinien. Une nouvelle compagnie est créée en vue de «développer le quartier juif». 300 bâtiments sont construits et 700 familles israéliennes vont s'y installer. Les bâtiments administratifs arabes sont expropriés, ainsi qu'un hôpital, un cimetière pour y mettre à la place un centre commercial.



Jérusalem, ville emmurée

Une série de colonies agricoles industrielles et militaires sont créées autour de la ville.

— Atront : créée en 1970, sur 10 000 dunums appartenant au village de Beit Hamina.

— Nabi Yacoub : créée en 1973 sur les terres de Beit Hanina ; dès la fin de 76, 10 000 colons y habitent.

— Ramont : créée en 1973, sur les terres de Beit Aksa et Beit Hanina. Le projet est d'y installer 35 000 colons.

— Ramat Eshkol : créée en 1968 sur le Mont Scopus. Les

colons y étaient déjà 7 000 fin 1976.

— La colline des Français : créée en 1969 sur la route Jérusalem-Ramallah. Les terres expropriées s'élèvent à 15 000 dunums.

— Maalot Jafna : créée sur des terres appartenant à des Palestiniens, dont l'historien décédé Aref Al Aref. Le nombre de colons d'élève à 600 fin 1976.

— Jilo Charfat : créée en 1973 4 000 dunums furent expropriés, appartenant à des habitants de Jérusalem, De Beit Jala, Beit

Safafa et Cnarfat.

Le nombre de colons fin 1976 s'élevait à 4 500. Il est prévu de faire passer leur nombre à 31 000.

— Talbyout : créée en 1973 sur les terres de Palestiniens de Jérusalem et Sour Baher. Il est prévu d'y installer 15 000 colons.

Et il est prévu que ces colonies se développent encore par l'expropriation des terres des villages avoisinants.

Yomna El Khalil

Tunisie EN L'ABSENCE DE SES AVOCATS, HABIB ACHOUR A REFUSE DE REPENDRE AUX QUESTIONS DU TRIBUNAL

La quatrième journée du procès des syndicalistes devant la cour de Sureté de l'Etat a vu comparaître l'ancien secrétaire général de l'UGTT Habib Achour qui a souligné le caractère politique du procès.

Comparaissant sous les chefs d'accusation d'*«attentat ayant pour but de changer la forme de gouver-*

nement, et de porter le désordre, le meurtre et le pillage sur le territoire tunisien», Habib Achour a répondu *«ce pays qu'on m'accuse d'avoir saccagé, j'ai sacrifié la moitié de mon temps pour lui»*. Il considère que son procès est loin d'être terminé car les témoins qu'il a cités n'ont pas été entendus et les confrontations qu'il a

demandées n'ont pas eu lieu. Le secrétaire général de l'UGTT a demandé la comparution de plusieurs ministres et des membres du bureau politique du Parti socialiste destourien dont le premier ministre Hedi Nour, les tenant pour responsables des incidents provoqués le 26 janvier, il a notamment déclaré : *«Nous sommes innocents et le véritable responsable des émeutes du 26 janvier n'est pas là»*. Il a fait référence à la lettre envoyée à Bourguiba depuis la prison civile de Tunis où il proteste contre le fait qu'on ne l'ait pas laissé s'exprimer devant l'Assemblée nationale dont il était député pour l'empêcher de dire la vérité sur les événements dont *«la réalité est toute autre que la version qu'on entend à travers les déclarations officielles de la presse»*.

Habib Achour s'est limité à ces déclarations et a refusé de se soumettre à l'interrogatoire du président vu l'absence de certains de ses avocats et l'impossibilité à laquelle ont été confrontés ses avocats de prendre connaissance du dossier et de rencontrer leur client.

Dans un communiqué, l'Union des Travailleurs Immigrés Tunisiens déclare notamment :

(...) Ni le comité exécutif fantoche et policier du traître Abib, imposé à la tête de l'UGTT, ni les lois scélérates hâtivement promulguées du «service civil» et du «service national», qui évoquent dans leur forme et leurs objectifs les camps de concentration de l'époque nazie, ni les tortures dans les prisons une fois de plus révélées à l'opinion internationale lors du procès de Soussse, ne freineront la marche des masses populaires tunisiennes ayant à leur tête la classe ouvrière.

Le mouvement syndical, malgré les coups qui lui ont été portés et malgré l'emprisonnement de sa direction réelle et d'un grand nombre de syndicalistes, retrouve sa combativité d'antan grâce à la loyauté et au patriotisme sincère de plusieurs syndicalistes et militants ouvriers qui créent le Comité national d'Initiative.

Ce comité s'est fixé pour tâche, dans l'immédiat, de rassembler autour de lui tous les syndicalistes sincères afin de relancer les activités de l'UGTT réelle dans les conditions nouvelles après le 26 janvier, et par là-même, d'élargir sa base en appelant à la création de comités régionaux,

sectoriels et de base. Son organe *«Ech-Chaab»*, réalisé et diffusé clandestinement, rencontre un accueil de plus en plus enthousiaste de la part des ouvriers, des syndicalistes et des masses populaires démuniées (...)

L'Union des Travailleurs Immigrés Tunisiens consciente du rôle qu'elle a à jouer au sein des travailleurs immigrés tunisiens, appuie la plate-forme du Comité d'Initiative et s'engage à réaliser les tâches suivantes :

— mener une vaste campagne de mobilisation contre le régime destourien autour du mot d'ordre principal suivant : *«A bas la dictature policière et militaire en Tunisie, vive la liberté politique en Tunisie !»*.

— Distribuer le journal

«Ech-Chaab» dans les milieux immigrés et mener une campagne d'information et de propagande sur la situation syndicale en Tunisie.

— Recueillir le soutien financier et matériel pour les syndicalistes emprisonnés et leurs familles.

Nous appelons tous les démocrates et progressistes épris de liberté :

— à dénoncer la répression qui s'abat actuellement sur le mouvement syndical qui est en passe d'être jugé à Tunis ;

— à manifester leur soutien au mouvement syndical en Tunisie par leur participation à cette campagne qui débutera le 1^{er} octobre et durera jusqu'au 26 janvier 1979.

Fait à Paris
le 1 octobre 1978
Le secrétariat



Meeting à la veille des incidents du 26 janvier

Frank ROUSSEL

Nouveau record en baisse du dollar

Mardi le dollar a atteint son cours historique le plus bas à l'égard du Deutschmark. Il était coté à 1,9131 DM, contre 1,9138 atteint lors du précédent effondrement le 15 août. Cette persistance indique qu'aucune des mesures prises par les Etats-Unis n'a enravé la chute des cours du dollar de façon durable.

DOCUMENT

DES CHINOIS EXPULSÉS DE SAÏGON TÉMOIGNENT

Correspondance de Pékin

Le 26 septembre, les négociations ouvertes entre les gouvernements chinois et vietnamien sur la question des ressortissants chinois dans ce dernier pays ont été suspendues. Depuis maintenant plusieurs mois, le flot des réfugiés en provenance du Vietnam afflue à la frontière chinoise. Les relations entre les deux pays se sont nettement tendues. Dans le même temps, on apprend l'adhésion du Vietnam à la «Communauté économique» dirigée par Moscou ; les combats s'intensifiaient à la frontière entre le Vietnam et le Cambodge, dans des conditions qui ne laissent guère de doute sur la responsabilité du gouvernement vietnamien. Ces récents événements exigent de notre part un sérieux effort de réflexion.

— Quel but poursuit le gouvernement vietnamien ? Quel est aujourd'hui le degré d'influence du social-impérialisme soviétique dans ce pays ? Quelle est la situation interne au Vietnam, la ligne suivie, comment s'est opérée la réunification du pays ? L'interview de deux ressortissants chinois ayant quitté le Vietnam, réalisée par notre correspondant à Pékin, apporte quelques éléments de réponse.

(...) Dans leurs propos, nulle haine, nulle emphase, mais un grand souci d'exactitude, de vérité ; ils ont tout laissé «là-bas». Mais ils accusent le gouvernement, sa ligne, les fonctionnaires et les policiers, jamais le peuple avec lequel ils avaient des «relations chaleureuses et calmes».

Lin Duan Che (47 ans) est né au Cambodge, où il a vécu jusqu'en 1954. A cette date, il est allé s'installer à Saïgon, comme artisan, en légumes séchés. Il y vivait avec sa femme et deux enfants jusqu'en mars 1978, date du début de son «exode».

L'autre, Then Tchang Kian (45 ans) avait deux ans quand ses parents sont allés au Viet-Nam. Il habitait le 11^e district de Ti An (aux environs de Saïgon) où se trouve une importante communauté de Chinois. Il y a vécu avec sa famille (6 personnes) jusqu'au 12 mai date à laquelle il a du quitter le Viet Nam. Il était artisan en matière plastique.

Tous deux ont du quitter le Viet Nam «clandestinement», car si au Nord du Viet Nam on chasse les ressortissants chinois, au Sud, on les empêche de partir (...).

A pied, sans bagage, sous prétexte de voir de la famille au Nord, ils ont rejoint la frontière. Pour ne pas attirer l'attention des autorités Lin a laissé tous ses meubles ; Then a laissé son père, ses frères et sœurs. (...)

Lin : Nous avons aidé directement et indirectement la révolution vietnamienne. Nous avons acclamé l'arrivée des troupes du FNL à Saïgon. Nous avons toujours eu de bonnes relations avec le peuple vietnamien. Mais depuis que la ligne suivie par le gouvernement vietnamien est très influencée par l'URSS, les relations avec les autorités vietnamiennes sont devenues froides, réservées et puis ça a été l'ostracisme.

6 points de discrimination

Au Viet Nam, avant la Libération, il y avait une appellation injurieuse pour désigner les Chinois : «Matao» (vagabond, sous prolétariat). Après la Libération (1974) cette injure a été interdite. Mais dernièrement, cette appellation est remontée à la surface. La police, les fonctionnaires, la réemploient. C'est un signe, pour nous, du changement d'attitude des autorités.

Il y a 6 grands points de discrimination, aujourd'hui envers les Chinois d'Outre Mer :

1) En ce qui concerne le statut politique : après la Libération (1974) beaucoup de pays ont pu installer un consulat à Saïgon, quand il existait des communautés étrangères. C'est le cas de la France, de l'Angleterre et de l'Inde. Mais il n'y a pas de consul chinois. Les autorités disent qu'à Saïgon il n'y a pas de ressortissants chinois.

2) En ce qui concerne le statut économique : dans une usine, à qualification égale, un Chinois touche moins qu'un Vietnamien.

3) En ce qui concerne la promotion sociale : un Chinois, même s'il a une grande compétence professionnelle, ne peut se voir attribuer un poste de responsabilité de quelque importance.

4) Le gouvernement vietnamien pratique la dissémination systématique de la population chinoise. Il veut éviter à tout prix, les concentrations de ressortissants chinois.

5) Sous prétexte de socialisation, on confisque et on supprime le petit commerce chinois.

6) On envoie massivement les ressortissants chinois travailler dans les «nouvelles zones économiques» instaurées.

Les points 4, 5 et 6 sont liés et constituent une politique cohérente.

Les nouvelles zones économiques «Il est loin de la parole à la réalité»

— La création des nouvelles zones économiques, n'est-elle pas une tentative pour résoudre les grands problèmes laissés par l'agression US, tels que la surpopulation de Saïgon, les campagnes qui se sont vidées du fait des bombardements, l'existence de vastes zones non mises en valeur ?

Lin : A l'origine, sur le papier, c'est cela. En effet, du fait de l'agression US les campagnes ont subi beaucoup de ravages. D'où un fort exode rural, vers les grandes villes comme Saïgon. A la Libération, le gouvernement vietnamien a fait appel à la population urbaine, aux anciens paysans pour retourner dans leur contrée d'origine. Il y a deux sortes de zones :

— les anciennes campagnes, dépeuplées par les bombardements. Il s'agit de rétablir la production. C'est une tâche pas très difficile.

— les nouvelles zones : ce sont des régions forestières, monta-

gneuses, où on peut trouver la forêt vierge, où les conditions de travail et de vie sont très dures, pour ne pas dire, insupportables. Ce sont les anciens foyers de guérilla. (...)

Then : Au début, ce projet des nouvelles zones apparaissait comme un système cohérent, rationnel. Chaque famille a droit à un lopin individuel de 500 m² à 1 000 m².

Tous ceux qui partent ont droit à 6 mois de ration alimentaire, à un logement, à des outils aratoires élémentaires, à une allocation quotidienne de 50 yuans par jour, par personne en ancienne monnaie, soit 1 mao par jour par personne en nouvelle monnaie. Tout cela, c'est bien. Mais la réalité est autre.

— d'abord les conditions naturelles rendent le défrichage très difficile : étant donné la topographie, l'eau manque. On doit creuser plus d'une vingtaine de mètres pour avoir de l'eau. La quantité d'eau ainsi trouvée couvre seulement les besoins de la famille. Il n'y a pas assez pour la production.

— mais surtout il y a la corruption importante qui règne, du plus haut de la hiérarchie au plus bas. La corruption dévaste tout.

Au lieu de 6 mois de ration alimentaire, on donne un ou deux mois. Pour l'allocation quotidienne on la donne pendant une semaine, puis plus rien. Tout le reste est confisqué par les fonctionnaires vietnamiens, qui se bâtissent des fortunes.

— enfin, dans ces zones, il n'y a pas le moindre embryon de pouvoir administratif ou politique. Il n'y a aucun établissement public, aucune école, pas d'hôpital...

L'anarchie y règne donc. Quand il y a une anarchie, il y a des bandits, pillards, qui volent et agressent les habitants.

Au début, on a envoyé les Chinois par camions entiers, et on ne s'occupe plus d'eux. Les voleurs leur ont pris leurs vêtements, leurs outils. Ils sont alors retournés à Saïgon. Comme on leur avait retiré leur carte de séjour quand ils sont partis, ils n'ont plus le droit de résidence. Ils n'ont donc pas de maisons, pas de travail. Ils mendient (...). Au départ, on disait «ceux qui choisissent de partir, ce sont les militants qui partent sur le premier front de la bataille économique». C'était donc un honneur. Vietnamiens et Chinois ont accepté cela, certains sont même partis avec enthousiasme (...).

Les difficultés d'approvisionnement

— Le gouvernement vietnamien a dit que les commerçants chinois se livraient au marché noir des grains à Saïgon qu'ils monopolisaient, contribuant à affamer la population.

Lin : A la Libération du Viet Nam, on a procédé à l'inventaire des grandes familles possédant la production et les circuits de distribution du riz. Elles étaient au nombre de 61. Elles monopolisaient le stockage, les usines, le circuit commercial, en un mot elles étaient maîtres du trafic des grains.

Parmi ces 61 gros marchands de riz, 59 étaient Chinois, et 2

Vietnamiens. Mais dès la Libération on a fait table rase de ce phénomène. On a confisqué leurs biens, leurs propriétés, on les a arrêtés. Le trafic a été brisé d'un seul coup. Ensuite, les céréales ont été mises sous contrôle strict et exclusif du gouvernement, tant sur le plan de la production que sur le plan de la distribution. Un groupe de particuliers ne peut aujourd'hui affamer la population.

Au lendemain de la Libération, on a offert à la population les stocks de céréales appartenant au gouvernement fantoche. Une fois ces stocks épuisés, le gouvernement a mis sur pied différents points d'achat des grains aux paysans. Mais le problème est que l'Etat achète les céréales aux paysans à un prix très bas : 30 kg de grain = 4 yuans de la nouvelle monnaie.

Etant donné le prix d'achat très bas, le paysan du Sud refuse de vendre ses grains, soit il les stocke, soit il baisse sa production jusqu'à l'autosuffisance.

Then : On est loin du «trafic» des céréales que faisaient les Chinois, d'après le gouvernement vietnamien. La situation des céréales est grave. Peu après la Libération, un paysan vietnamien du Sud cultivait 3 récoltes par an. Peu à peu, la situation a changé. Pourquoi ? Pour réussir 3 moissons, le paysan du Sud doit acheter des engrais, des outils, et cela, il l'achète au marché libre, à un prix assez élevé. Par contre, ses moissons, il les vend à l'Etat, au cours officiel. Le gain ne compense pas la perte. Aussi, celui qui cultivait un ha hier, aujourd'hui ne cultive plus que 3/10 ou 4/10 d'ha, juste pour couvrir les besoins de sa famille. Normalement, la production de céréales du Sud, couvre largement les besoins du Sud et même une partie de ceux du Nord. Or, aujourd'hui on constate la situation suivante : au Sud, baisse de la production et stockage individuel illégal (pour échapper aux contrôles étatiques, les paysans enterrent leurs grains dans des sacs en plastique). Certains paysans abandonnent la culture du riz, pour faire l'élevage des canards et des cochons dont les prix d'achat sont plus élevés.

Au Nord, il y a une disette naissante alors qu'au Sud commence à se développer un marché noir naissant des grains. Mais les petits commerçants ne s'y livrent guère, car comme c'est une pratique illégale, ils risquent la prison. (...)

Des «cadres» qui se servent d'abord

Lin : Il faut noter, dans ce domaine aussi, l'importance du phénomène de corruption des fonctionnaires du gouvernement vietnamien. Il y a de nombreuses difficultés économiques au Vietnam aujourd'hui. Par exemple, la monnaie a été dévaluée de 70 % depuis 1974. Par exemple, la hausse des prix, est devenue la hantise des ménagères : les produits de première nécessité ont vu leur prix monter en flèche pour atteindre plusieurs fois les prix de 1974. Or, les cadres et les fonctionnaires, à tous les

échelons, profitent de cette situation pour s'enrichir en spéculant sur la monnaie ; en spéculant également sur les grains etc... Les cadres ne servent ni le peuple, ni l'Etat. Ils ne pensent qu'à réaliser leur fortune. Avant la Libération, l'économie vietnamienne du Sud vivait sur l'aide étrangère. Aujourd'hui, elle est malade de la corruption. La pénurie du riz en témoigne.

On a pu voir également qu'après chaque attaque vietnamienne à la frontière du Cambodge, les cadres ramenaient du riz, des boeufs, des porcs et se livraient au trafic.

— Et les mesures de socialisation ?

Lin : Il faut vous rappeler ce que nous vous avons dit précédemment : les Chinois sont principalement des commerçants et des artisans à Saïgon.

D'après le décret promulgué par le gouvernement vietnamien, les normes fixant la transformation du commerce, sont au nombre de 3. Ces normes sont établies sur la base de l'inventaire des biens. Ceux qui possèdent plus de 20 000 yuans (nouvelle monnaie) sont classés «grands bourgeois». Ceux qui possèdent entre 5 000 et 19 000 yuans, sont des moyens bourgeois. Au-dessous, ce sont des petits bourgeois. Le décret dit qu'il ne faut pas toucher aux petits bourgeois, et que Chinois et Vietnamiens sont sur le même pied.

Au-dessus de 5 000 yuans, les biens sont confisqués, les personnes envoyées dans les nouvelles zones économiques. Cela est vrai, aussi bien pour les Chinois que pour les Vietnamiens. En ce qui concerne les Chinois, le décret est violé en permanence. Si on ne touche pas aux petits commerçants vietnamiens, par contre on confisque les biens des petits commerçants chinois qui sont envoyés, alors, dans les nouvelles zones économiques.

Then : Il faut bien voir comment s'exécutent ces soi-disant mesures de «socialisation». Chez nous, en Chine, on a mobilisé les masses pour dénoncer les capitalistes. Pas au Viet Nam. Le gouvernement envoie des cadres et la troupe. Ils envahissent la maison, enregistrent tout (les moyens de production, mais aussi les moyens de vivre, y compris les baguettes et les bols). (...) Pour les Chinois, même ceux qui ont un capital de 200 yuans, ont fait l'objet de ce mouvement. Les cadres qui s'occupent de cela sont surtout ceux venus du Nord. Ils s'installent et vivent dans ces maisons. Ils pillent tout pour eux-mêmes et ne livrent à l'Etat que ce qui reste après leur pillage. Les objets les plus précieux sont empêchés par eux. Ils se constituent aussi, des fortunes fabuleuses. Tous ces cadres corrompus constituent, au Sud Viet Nam une nouvelle bourgeoisie qui exploite cruellement le peuple.

Si on dénonce cette corruption à l'Etat, on fait l'objet de persécutions de la part de ces cadres qui vous accusent alors de nombreux crimes imaginaires. (...)

Demain la suite de notre témoignage

1978 - 1979 Nouvelle campagne abonnés-amis



Suivre pas à pas, sur le terrain, le développement des luttes ouvrières et populaires ; être là chaque fois que l'exploitation dévoile ses ravages, pour les mettre systématiquement à nu ; témoigner, de manière vivante, de l'évolution complexe de la lutte des classes à l'échelle internationale ; ouvrir, en même temps, le débat au sein du peuple sur toutes les questions qui le concernent : voici, à cette rentrée, quelques unes des ambitions du *Quotidien du Peuple*. Chacun le comprendra, cela demande des moyens.

Nous en avons peu. Nous n'en avons pas assez. Alors qu'il faudrait faire plus et mieux, plusieurs facteurs viennent contrarier nos projets. La hausse du prix des fournitures pèse en permanence sur notre équilibre. L'introduction, par la presse d'argent, de moyens de diffusion nouveaux (télé-impression), trop onéreux pour nous, est venue perturber notre diffusion. L'année qui vient, riche de promesses quant au développement du combat de la classe ouvrière, exige que notre journal relève le gant.

Depuis trois ans, nos lecteurs ont pu juger de l'arme que constitue un quotidien communiste. Tous auront à cœur que le *Quotidien du Peuple* vive, qu'il se développe. Dans cette bataille, les abonnements sont une question cruciale. D'abord, parce qu'ils apportent une masse d'argent frais. Ensuite, parce que n'entraînant pas les frais considérables de la diffusion en kiosque, ils sont plus avantageux financièrement.

Venant à la rentrée, cette campagne est indispensable pour nous permettre de faire face aux échéances à court terme. Pour peu qu'elle soit menée vigoureusement, elle peut nous permettre de constituer une avance de trésorerie qui nous fait défaut.

Au fil des années, nous avons progressivement rationalisé notre service d'expéditions de manière à répondre promptement et ponctuellement à la demande : de plus en plus, l'envoi du journal s'effectue régulièrement. C'est une raison de plus pour que la campagne abonnés-amis 1978 - 79 soit une réussite. Que chaque lecteur régulier trouve un abonné pour le *Quotidien du Peuple*, et notre journal pourra tenir sa place dans les luttes de l'année qui s'ouvre ! En avant pour une campagne massive «abonné-amis» du *Quotidien du Peuple* !

LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

A un abonnement à

- *Front Rouge*, revue politique et théorique du PCRml.
- *Pékin information*.
- *La Chine en construction*
- Réception du *Manifeste pour le Socialisme*.

et à un livre ou un disque au choix

PARMI LES LIVRES

- LE TOME V DE MAO TSÉ TOUNG
- ou
- *La France de 68* (A. Delale et A. Ragache)
- 500 affiches de mai 68
- *Kuo Mo Jo* : poèmes de 1921 à 1964 traduits par Michelle Loi
- *Adieu camarades* (Roger Pannequin)
- *Argentine : Révolution et contre révolution* (F. Gèze/A. Labrousse)
- *Salaire aux pièces* (Miklos Haratzi)
- *Ecoles rurales, quel avenir*
- *Nucléaire danger immédiat* (CFDT) et *électronucléaire danger* (groupe de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire)

PARMI LES DISQUES

- *L'homme qui regarde son pays de l'exil* (Higinio Mena, chants argentins)
- *Chants anti-nucléaires* (Comité régional d'information et de lutte anti-nucléaire de Basse Normandie) et *Argentine Solidarité* (COBAS)
- *Poèmes chantés de Palestine, Syrie et Tunisie* (Hedi Guella)
- *Ils se meurent nos oiseaux* (disque édité en soutien aux luttes des bretons frappés par la marée-noire).

Sur présentation de la carte «abonné ami» du *Quotidien du Peuple*

LIBRAIRIES

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRml
- Réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes.

Aix en Provence Librairie quotidienne
5 rue Félix Gouet (10 %)

Besançon	Lib. Les sandales d'Empédocle (10 %) Place Victor Hugo - 138 Grande Rue.
Bourges	Lib. Nathanaël 4, cours Avaricum.
Brest	Lib. Graffiti (10 %) Place Saint-Louis
Caen	La Licorne (10 %) Rue Froide
Clermont-Ferrand	Lib. Jean Rome (10 %) 1 rue des Gras
Evreux	Lib. Dubois-Dehayes rue Chartraine (5 %)
Grenoble	Le Livre ouvert Cours Fontaine (10 %)
La Rochelle	Lib. La Genette (5 %) Rue Rougemont
Le Mans	Lib. La Taupe 2 quai amiral Lalande (10 %)
Lille	Librairie populaire 40 rue de Guesdes
Lyon	Librairie populaire (10 %) 226 rue Duguesclin (3°)
Marseille	Librairie Lire (10 %) Rue Sainte (1°)
Metz	Librairie Géronimo (10 %) Rue du Pont des Morts
Montluçon	Le Bouillon de culture 15 rue Barathon (10 %)
Nice	Le Temps des Cerises (10 %) 50 bd de la Madeleine
Nantes	Librairie 71 (10 %) 50 bd de la Madeleine
Orléans	Les temps modernes (5 %) rue N. D. de Recouvrance
Quimper	Calligrammes 23 rue du Sallé (10 %)
Perpignan	Le Futur antérieur 22 rue Grande-la-Réal (10 %)
Reims	Le Grand jeu 20 rue Colbert

CINÉMAS

Paris	Saint-Séverin 12 rue Saint Séverin (5°) Tarif étudiant : 10 F La Clef 21 rue de la Clef (5°). Tarif étud. Seine Cinéma 8 rue Frédéric Sauton (5°) Châtelet-Victoria 19 avenue Victoria 1°
Lyon	Cinématographe 44 cours Suchet (2°) Tarif collect. (5 tickets : 40 F). Le Canut 32 rue Leynaud (1°) (tarif. étud.)

Nom (en capitales)
Prénom
Ville

Date :

Abonnement normal 350 F
Abonnement de soutien 600 F
... F

Mode de versement : - en une fois - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
Découpez et renvoyez au *Quotidien du Peuple*

BP 225 75924 Paris Cédex 19.
Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-amis», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.



PROGRAMME TÉLÉ Mercredi 4 octobre

TF 1
18 h 15 - A la bonne heure : Pourquoi le yoga à l'école ?
18 h 25 - Un, rue Sésame
18 h 55 - Christine. *Feuilleton.*
19 h 15 - Une minute pour les femmes
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - L'inconnu de 19 h 45
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Aurélien. *Film TV d'après le roman d'Aragon.*
Première partie : Bérénice.
22 h 05 - L'enjeu
23 h 05 - Journal et fin

A 2
18 h 55 - Des chiffres, des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Top club
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Muppet show. *Invité : Leo Sayer.*
21 h 05 - Mi-fugue, mi-raison. *L'attirance exercée par les jeunes par les professions du spectacle.*
22 h 20 - Voir.
23 h 30 - Journal et fin

FR 3
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Télévision régionale
19 h 55 - Il était une fois... l'homme
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Améthyste ou la comédie de l'informatique.
Film TV. A la dénonciation sérieuse de l'emploi systématique de l'ordinateur, Maurice Bruzek, journaliste à TF 1, a préféré la parodie.
22 h 10 - Journal et fin

Vendredi 6 octobre

TF 1
19 h 15 - Une minute pour les femmes
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - L'inconnu de 19 h 45
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Mireille. *Opéra de Charles Gounod, d'après le poème de Frédéric Mistral.*
22 h 40 - Expressions. *Magazine.*
23 h 55 - Journal et fin.

A2
19 h 45 - Top club
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Médecins de nuit. *Série en six épisodes.*
21 h 30 - Apostrophes : l'amour, toujours l'amour.
22 h 40 - Journal
22 h 45 - Les fraises sauvages. *Film d'Ingmar Bergman (1957) en v.o. sous-titrée. Étude romanesque.*
00 h 15 - Fin.

FR 3
18 h 55 - Tribune libre. Action catholique des enfants.
19 h 10 - Informations
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Télévision régionale
19 h 55 - Il était une fois... l'homme
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Le nouveau vendredi : vivre ailleurs. *La décentralisation du secteur tertiaire. PTT, Météo, banques.*
21 h 30 - La France musicale : musique en Aquitaine

COMMUNIQUÉS

Paris journée d'amitié franco-chinoise

A l'occasion du 29^e anniversaire de la République populaire de Chine, l'Association des Amitiés franco-chinoises invite à la

JOURNÉE D'AMITIÉ FRANCO-CHINOISE
(Samedi 7 octobre 1978, de 14 h 30 à 23 h
Mutualité 24 rue Saint Victor, 75 005 Paris
(Métro Maubert Mutualité)

Au programme :

FILMS : 15 h documentaires
17 h Le roi des singes (dessins animés)

EXPOSITIONS de xylographies, estampages photos.

VENTES de livres, affiches, estampages, timbres, artisanat.

DÉBAT : «Quels changements ?», les campagnes, la culture, les minorités nationales, la politique extérieure, le tourisme (avec films et diapositives).

A 20 h **partie artistique et table ronde** «La Chine de l'été 1978» avec Régis Bergeron, Claudette Castan, Pierre Jakez Hélias, Alain Lefebvre, Louis Le Pensec.

LE PARTI COMMUNISTE DU PÉROU (PATRIA ROJA) FÊTE LE 50^e ANNIVERSAIRE DE SA FONDATION LE 7 OCTOBRE 1978

Fondé le 7 octobre 1928 par José Carlos Mariategui, le Parti socialiste du Pérou s'inscrit à la III^e Internationale. Deux ans après, il prend le nom de Parti communiste du Pérou.

L'histoire du Parti, c'est l'histoire de la *lutte de classe au Pérou.*

Meeting

SAMEDI 7 OCTOBRE 1978 A 19 H
Cité Universitaire - Boulevard Jourdan
Maison du Brésil - Paris 14^e
Débats - musique - danses - buffet

Organisé par :
Pérou Information
«César Vallejo» (Groupe culturel)

Soutenu par :
PCA (ml)
PTH (Haïti) Parti des travailleurs haïtiens
CO PDT (Saint Domingue) : Comité pour l'Organisation des Travailleurs Dominicains.

A propos de la manifestation à Brest

La section de Brest du Parti communiste Marxiste-Léniniste (Humanité Rouge) considère que le rassemblement de 15 000 manifestants à Brest samedi dernier comme une étape importante dans la mobilisation populaire contre la politique nucléaire de la bourgeoisie. Elle estime que les incidents qui ont suivi la manifestation ont été voulus dans le but de diviser le mouvement de masse et jeter le discrédit sur la manifestation. Les deux cocktails Molotov jetés sur l'auvent d'EdF ont été pour les forces dites de l'ordre le prétexte qu'elles attendaient pour déclencher une répression violente. La colère des manifestants face à cette agression est parfaitement explicable et justifiée. La section de Brest du Parti communiste Marxiste-Léniniste (Humanité Rouge) appelle à renforcer la mobilisation populaire la plus large et la plus déterminée pour se défendre contre la politique nucléaire de la bourgeoisie dont le but est de remplir les caisses des monopoles sans se soucier de la sécurité des travailleurs.

Le 29 septembre 1978
Section de Brest
du Parti communiste
Marxiste-Léniniste
(Humanité Rouge)

Deux formules d'abonnement couplé :

**Quotidien du Peuple
et Humanité Rouge :**

3 mois 150 F
6 mois 300 F
Incluant réception du Tome V
des Oeuvres Choies de Mao Tsé-Toung

Front Rouge - Prolétariat

6 mois 50 F
Soit deux numéros de Prolétariat et deux numéros de Front Rouge

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

imro: des travailleurs aux pieds nus

22^e épisode **La lutte racontée par les travailleurs eux-mêmes (Extraits)**

Editions Fédérop

Le congrès régional, par le manque total d'initiatives à apporter pour engager une riposte commune face à tous ces licenciements, ne discutera pour ainsi dire pas du tout de cette situation. Dès lors, nous avons compris que nous devions de nous-mêmes tenter de trouver les moyens d'engager une initiative commune entre Caron-Ozanne, l'IMRO et Michel Frères, de façon à unifier nos forces. Nous étions donc décidés à organiser une action à Caen pour le 6 janvier 1976. Malheureusement, cette initiative ne verra jamais le jour. D'une part, il y avait une démobilitation totale parmi les travailleurs de l'imprimerie Michel Frères. De plus, un désaccord existait entre les camarades de Caron-Ozanne, car certains de ces copains se déterminèrent pour créer une section C.F.D.T. Pour notre part, nous considérons la création d'une telle section des plus maladroites, car nous avons toujours considéré l'importance d'éviter la naissance de divisions artificielles. Artificielles dans le sens que justement dans le Livre, la C.F.D.T. est très minoritaire puisqu'elle ne regroupe que 1% des travailleurs de la profession. Il nous paraissait bien plus intéressant de rester à la C.G.T. du Livre, pour justement combattre, au sein de cette organisation syndicale, des conceptions de lutte dépassées, et ceci devant l'ensemble des travailleurs. De fait, les camarades de Caron-Ozanne se trouveront en quelque sorte marginalisés, le poids de la section C.G.T. du Livre sera affaibli face à la Fédération du Livre, même si la C.F.D.T., localement, leur a apporté un soutien très important.

Dans le Livre, en janvier 1976, nous étions quinze imprimeries occupées. A Paris se tiendra une réunion appelée par la Fédération du Livre et baptisée « Conférence nationale sur l'emploi ». Elle se limitera à dresser un constat d'échec, la seule perspective avancée sera celle d'une nouvelle grève de

24 heures pour le 20 février suivant, avec une manifestation à Paris. Au cours de cette manifestation, les quinze imprimeries occupées seront dispersées tout le long du cortège et l'impression que nous en avions retiré, c'est que probablement on voulait masquer cette faillite. Cette Conférence sur l'emploi et cette manifestation constitueront les seules tentatives de liaison des luttes au niveau du Livre. Nous restions sur notre faim. Nous devons également reconnaître que dans certaines imprimeries, l'occupation était des plus symboliques.

L'organe officiel de la Fédération française des Travailleurs du Livre fera rarement un examen de la situation des entreprises occupées. Cette absence d'information sur les luttes dans notre profession, ne serait-ce qu'au niveau des syndiqués, sera illustrée, si l'on ose dire, de brillante manière, car combien de copains du Livre apprendront que l'imprimerie Delta Graphic était occupée à Biot le jour où les flics envahirent cette entreprise...? Il était donc bien évident que, par le manque d'information sur les luttes pour la défense de l'emploi dans notre profession, il était déjà difficile pour notre Fédération d'opérer une liaison des luttes qui de fait ne ressemblait qu'à une résolution verbale.

L'exemple qui l'indiquera clairement sera l'occupation du « France » par les camarades du « Parisien-Libéré » du 18 au 23 mars 1976. Pas plus que les copains de Caron-Ozanne, les travailleurs de l'IMRO n'y seront associés alors que la distance de Rouen au Havre ne pouvait créer d'obstacles véritablement insurmontables à résoudre. Au rassemblement organisé devant le paquebot rouillé, nous serons largement présents, cela va de soi, mais en nous interrogeant sur la

signification de cette initiative décidée par probablement quelques-uns et réalisée en solitaire. Cela nous faisait drôle, on était en lutte et on regardait des copains en train de lutter pour les mêmes raisons que nous et même là, dans l'action, on était isolés, chacun dans son coin, alors qu'il suffisait de monter sur la passerelle... Mais non, on ne devait pas être dans le coup, c'était décidé. Alors qu'on était dans la même galère, celle qui faisait eau de toutes parts, on s'opposait à ce qu'on réagisse ensemble pour ne pas crever. Nous, les matelots on voulait ramer dans le bon sens, mais, les capitaines, comme ils ne donnaient pas de consigne, cela faisait que la galère n'avancait pas, elle faisait un peu comme du surplace. Et c'est fatigant pour tous le surplace, ça épaise les forces. Car il n'est pas possible de lutter chacun isolément et nous sommes persuadés que tant à Annecy, chez les copains de la S.P.E.A., chez Imprima à Lyon et chez Chaix dans la banlieue parisienne, les travailleurs s'inquiétaient de cette division.

L'inexistence de ce soutien syndical atteignait le moral de bon nombre d'entre nous. Quand les occupants seront continuellement en activité, collant, rédigeant, manifestant, se démenant de tous les côtés pour casser cette inertie que l'on dressait devant nous, face à nous, implacablement, nous en avions ras-le-bol. Rarement une telle rage, une telle hargne pour se donner les moyens de gagner, pour remuer l'apathie froide et glacée qui nous cernait, n'avait été employée. C'était notre refus de crever sur place, d'être en

A suivre

PLAN GISCARD POUR LE LIBAN

● Mardi soir Guiringaud annonçait un plan français pour le Liban où les combats prennent une grande ampleur. Les bombardements de la part des Syriens sur les quartiers contrôlés par les milices fascistes s'effectuaient mercredi matin au rythme d'un obus à la seconde. Par ailleurs les combats semblent s'être étendus hors de Beyrouth, notamment vers Jounich, l'une des principales localités fascistes.

Camille Chamoun, le chef du parti national libanais dont les milices coopèrent avec Israël au Sud, et ont lancé l'offensive contre la FAD à Beyrouth a déclaré : « Si le monde civilisé, en premier lieu les Etats-Unis, n'intervient pas, les combats se poursuivront ou bien jusqu'à ce que nous soyons écrasés ou bien jusqu'à ce qu'il n'y ait plus un soldat de la FAD au Liban ».

L'appel aux Etats-Unis, la volonté manifeste de contraindre les Syriens à quitter le Liban est un prolongement de Camp David, destiné à offrir aux Israéliens une frontière sû-

re au Liban, où les fascistes libérés de la FAD pourraient en coordination avec Israël relancer l'offensive contre la Résistance Palestinienne en vue de l'écraser. C'est ce complot contre la Résistance Palestinienne et tous les peuples arabes qui a fait brusquement relancer les combats au Liban, remettant en cause tous les plans définis par Sarkis pour rétablir l'Etat libanais en reconstituant l'armée dont les fascistes veulent qu'elle soit alignée sur eux. Une telle politique est cependant jugée dangereuse par les Etats-Unis qui cherchent par leurs appels à trouver une solution.

PLAN FRANÇAIS ET APPEL AMERICAIN

Le plan français présenté par Guiringaud mardi soir, consiste à la mise en place d'une « force d'interposition », composée par des éléments de l'armée libanaise, musulmans et chrétiens, qui sépareraient les forces sur le terrain. Cette proposition a été faite au président libanais et au président syrien, en voyage à Berlin-est ; leur réponse n'est pas encore connue mercredi matin. Elle a également été présentée à Kurt Waldheim et à Cyrus Vance dont Guiringaud assure qu'ils « soutiennent l'initiative française ».

La proposition française est cependant assez différente des propositions américaines : dimanche Carter avait proposé la réunion d'une conférence rassemblant les parties in-

teressées pour mettre un terme au conflit libanais. Brzezinski qui rencontrait Giscard mardi, devait demander à la France d'accueillir cette conférence. L'initiative française marque une méfiance dont on dit qu'elle est inspirée par le fait que la Syrie ne pourrait accepter une telle réunion. Mais elle constitue aussi une volonté de se démarquer de la politique US de Camp David : en annonçant que le cadre de toute réunion doit être l'ONU, et en proposant son propre plan, la France veut éviter de s'engager dans un processus prolongé Camp David. Enfin elle cherche, grâce à son rôle dans le cadre de la force de l'ONU au Liban, à développer au maximum sa propre politique tant au Liban même qu'à l'égard de l'ensemble du monde arabe, hostile à Camp David.

Grégoire CARRAT

COMMISSION FRANCO-SOVIETIQUE : 4 MILLIARDS DE COMMANDES

La commission franco-soviétique s'est achevée sur l'assurance que les commandes soviétiques atteindront 5 milliards d'ici la fin 78, c'est-à-dire que le milliard de commandes seront passées dans les prochaines semaines. Dès mercredi un contrat devait être signé avec la Technip pour la réalisation d'un projet de récupération du gaz sur le gisement de Tionmen en Sibérie.

Dans une interview aux Echos Gvichiani, responsable soviétique de la science et de la techni-

que ainsi que des relations franco-soviétiques donne un aperçu des raisons pour lesquelles l'URSS a fait un forçage auprès de la France dans le domaine économique :

— un chantage économique à peine voilé : « Nous souhaiterions que les milieux d'affaires prennent davantage conscience de l'accroissement de la concurrence sur le marché mondial... S'ils ne sont pas en mesure de faire des offres comparables à celles d'autres pays, nous ne pouvons qu'accueillir la

chose avec regret ». On imagine sans difficulté les exigences brutales que les Soviétiques doivent exprimer à l'occasion de chaque contrat quand on sait que pour nombre de firmes qui les passent, le marché soviétique est vital.

— Un instrument de chantage politique : « A l'inverse de ceux dont l'attitude à notre égard frise l'aventurisme politique la France s'est résolument engagée dans la voie d'un approfondissement de la coopération avec nous... là se créent les

fondements d'une meilleure coopération commerciale ». Autrement dit si la France veut faire des affaires, elle ne doit pas à l'inverse des USA, prétendre y poser des conditions politiques, et plus largement toute détérioration des rapports politiques signifierait une détérioration des rapports commerciaux.

De son côté, Petrosiantz, responsable à l'énergie atomique déclarait à Paris, que l'URSS était prête à fournir à la France de nouvelles quantités d'uranium enrichi.

● Record des ventes d'armes américaines

Les Etats-Unis ont atteint un niveau record dans leurs ventes d'armes en 1978 : elles sont passées de 11,4 milliards de dollars en 1977 à 13,6 milliards de dollars en 1978, alors que Carter avait prévu une réduction de 8 %. Les ventes aux pays de l'OTAN, à l'Australie et au Japon se sont élevées à 2,2 milliards. Les ventes au Moyen-Orient occupent les 2/3 des ventes d'armes US, avec 4,13 milliards à l'Iran, 1,32 milliard à Israël. Pour tout le reste du monde les USA ont vendu pour 2,8 milliards de dollars d'armement.

● Iran : grèves et manifestations se poursuivent

Selon des informations qui nous sont parvenues d'Iran, d'importantes manifestations se déroulent depuis dimanche dans certaines localités. C'est notamment dans la ville de Kermanshah, 300 000 habitants, à proximité de l'Irak, que les manifestations ont pris de l'ampleur au cours des dernières quarante huit heures, ceci à la suite de la grève générale de dimanche qui, nous l'avons dit, avait été très largement suivie. Kermanshah est une ville qui échappait jusqu'à présent à la loi martiale en vigueur dans la plus grande partie du pays. Les manifestants, profitant de ce contexte pour se rassembler par milliers près des mosquées, ont rapidement dû faire face à l'intervention de la police et de l'armée. Tandis que la foule défilait en scandant des mots d'ordre contre le Shah, la police a tiré, d'abord en l'air puis, contre les manifestants. Au moins 7 personnes ont été tuées lundi. Mardi, les manifestations se sont poursuivies. Des manifestations auraient eu lieu également dans d'autres localités, toujours dans la région de Kermanshah.

Les ouvriers du pétrole, à Abadan, en grève depuis plusieurs jours, ont semble-t-il obtenu satisfaction sur plusieurs de leurs revendications concernant les salaires et les conditions de travail. Les employés de la banque nationale d'Iran ont repris le travail mardi après la satisfaction de revendications salariales. Quant aux 15 000 employés des postes et télécommunications, qui avaient cessé le travail dès samedi à Téhéran, ils poursuivaient leur mouvement dans la journée de mardi.

● Opération palestinienne à Eilat

L'agence Wafa a annoncé qu'un commando palestinien d'El Fath a réalisé, samedi, une opération contre les installations militaires d'Eilat. Le commando est arrivé avec un navire chargé d'explosifs, après avoir bombardé les positions militaires, il quittait le navire à l'aide d'une embarcation légère et le téléguidait dans le port israélien causant d'importants dégâts à des navires au mouillage. Lors de sa retraite le commando a subi un assaut des vedettes israéliennes. Leur embarcation a été coulée, deux combattants sont morts et sept ont été faits prisonniers. Par ailleurs une bombe déposée à El Qods (Jérusalem) a détruit une banque annonce également Wafa.

● Sadate renvoie son chef d'état-major et le ministre de la guerre

Gamassy, le ministre de la Guerre, et le général Fahmy, chef d'état-major de l'armée égyptienne ont été licenciés à la veille du grand défilé militaire annuel. Bien que les deux généraux aient affirmé publiquement leur soutien aux accords de Camp David, leur brusque renvoi alimente les rumeurs selon lesquelles de profondes divergences se feraient jour au sein de l'armée égyptienne à leur propos. A l'instar des deux ministres des Affaires étrangères qui ont démissionné du fait de leur désaccord avec la politique de Sadate, ils garderont d'importantes fonctions hors du gouvernement et de l'armée.

● Négociations Egypte - Israël le 12 octobre

C'est Dayan qui dirigera la délégation israélienne aux conversations qui doivent se dérouler à Washington à partir du 12 octobre. Le ministre israélien de la Guerre, Weizman y participera également. Le choix de Washington est un indice des divergences égypto-israéliennes à la veille de la négociation : aucune localité du Proche-Orient n'a pu être retenue.

● Valse diplomatique américaine

La diplomatie américaine se démène pour faire entériner Camp David par le maximum de pays. En Europe, c'est Brzezinski, le conseiller de Carter, qui de Paris à Londres en passant par Bonn, fait l'assaut des gouvernements qui pour l'instant ont fait preuve d'une grande réserve à l'égard des accords de Camp David. Son passage à Paris ne lui a pas permis semble-t-il d'obtenir des engagements de la part du gouvernement français.

De son côté, Atherton, le spécialiste américain du Proche-Orient s'est rendu à Rabat et à Tunis ainsi qu'à Bruxelles pour obtenir des appuis.

Réglement de compte à Marseille : 9 morts

Hier soir, à l'heure de l'apéritif, des hommes armés de pistolets-mitrailleurs, entrent dans un bar du Canet à Marseille. La fusillade éclate immédiatement, une douzaine d'hommes s'écroulent ; on relèvera neuf morts et un blessé grave. Cet épisode sanglant de la guerre de gangs tombe plutôt mal pour Bonnet, le ministre de l'Intérieur. Dans quelques jours, en effet, devait être déclenchée l'opération « automne » destinée par ailleurs, à lutter contre le banditisme. Il a bonne mine Bonnet.

Dans l'histoire du banditisme, c'est le règlement de compte le plus san-

glant. Même à Chicago, les truands d'Al Capone n'avaient pas atteint ce niveau. Sept d'un coup dans un garage une certaine nuit de la St Valentin.

Marseille est donc devenue un haut-lieu du crime, une espèce de capitale internationale du banditisme. Chacun sait que la ville est également une espèce de plaque tournante du trafic de drogue, que ceux que l'on a appelés « les gros bonnets » y ont pignon sur rue, qu'ils bénéficient de hautes protections politiques.

Les rues de Marseille ont une odeur nauséabonde. Et M. le Maire semble impuissant à faire le ménage.

téléphonez
au
quotidien
636 73 76

